

Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme

Pour l'unité des communistes, pour la défense
de l'internationalisme prolétarien

Ludo Martens*

L'effondrement complet du système socialiste en Union soviétique, miné et perverti depuis des décennies, et le triomphe de la contre-révolution bourgeoise dans ce pays obligent tous les communistes à faire un bilan du chemin parcouru par le mouvement communiste international au cours du demi-siècle passé. Le texte qui suit, constitue un rapport de discussion présenté au Séminaire International organisé par le Parti Communiste Indien, marxiste-léniniste, PCI (ML) - Janashakti, le 9 - 12 mars 1995. Il critique, entre autre, certaines positions du Parti Communiste Chinois que le Parti du Travail de Belgique a partagées dans le passé.

Depuis l'attaque surprise de Khrouchtchev contre Staline, au XXe Congrès du PCUS en 1956, le mouvement communiste international a été miné politiquement par le révisionnisme; il a connu ensuite une série de scissions qui l'ont divisé et affaibli au plus haut point. Faire un bilan matérialiste de ces cinquante dernières années est essentiel pour éradiquer les racines du révisionnisme et pour rétablir l'unité du mouvement communiste international

sur base des principes marxistes-léninistes et de l'internationalisme prolétarien.

Dans ce rapport, le Parti du Travail aborde deux aspects particuliers de la lutte contre le révisionnisme: le combat pour l'unité des communistes et le combat pour la défense de l'internationalisme prolétarien, contre le nationalisme bourgeois.

L'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne

Pour situer la discussion, nous résumons d'abord quelques-unes de nos positions fondamentales.

* Ludo Martens est président du Parti du Travail de Belgique et l'auteur de *L'URSS, la contre-révolution de velours*, *Un autre regard sur Staline*, *Pierre Mulele ou la deuxième vie de P. Lumumba*, *Une femme du Congo*.

Le monde vit toujours à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

Le Nouvel Ordre Mondial est un retour à l'Ordre existant au début du vingtième siècle, lorsque seules les puissances impérialistes dictaient leur volonté au monde entier. Suite à l'effondrement de ce qui restait du socialisme en URSS et en Europe de l'Est, toutes les contradictions de l'impérialisme et du capitalisme se sont brusquement accentuées.

Le vingt et unième siècle posera à nouveau, mais avec une portée et une violence beaucoup plus grandes, les deux questions clés du siècle actuel: la question de la révolution socialiste dans le monde capitaliste et la question de la révolution nationale et démocratique en tant que première phase de la révolution socialiste dans les pays dominés par l'impérialisme.

La grande bourgeoisie occidentale a acclamé la restauration contre-révolutionnaire en Union soviétique comme une "révolution authentique" qui assurera "les droits de l'homme, la liberté et la démocratie". Or, à peine cinq ans se sont écoulés et aujourd'hui on peut se rendre compte que les peuples de l'ex-URSS subissent les affres de l'oppression et de l'exploitation, du capitalisme sauvage avec son cortège de misère et de chômage, de la guerre civile et du fascisme.

L'Allemagne a manifesté ses ambitions de puissance dominante en Europe en précipitant la conquête de la République démocratique allemande, puis en provoquant l'éclatement de la Yougoslavie. Les guerres civiles en ex-Yougoslavie sont entretenues par la rivalité entre l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et

l'Angleterre pour la domination des Balkans et du Moyen-Orient.

Depuis la disparition de l'Union soviétique, la rivalité entre les grands impérialistes, les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, est devenue un facteur dominant de la situation internationale. Cette rivalité économique et stratégique peut, par l'approfondissement de la crise générale du système impérialiste, conduire à une nouvelle guerre mondiale entre puissances impérialistes.

Peu après la restauration en Union soviétique, l'impérialisme a déclenché une guerre d'agression contre le peuple irakien qui a causé entre 150.000 et 250.000 morts; le boycott économique maintenu depuis la guerre a déjà entraîné la mort de plus de 700.000 personnes.

Cette guerre criminelle a révélé ouvertement un certain nombre de caractéristiques nouvelles de la domination impérialiste. Comme ils l'ont fait contre l'Irak, les grands pays impérialistes sont prêts à utiliser les technologies de guerre les plus sophistiquées contre tout pays du tiers monde qui ose défendre son indépendance, sa souveraineté et le contrôle de ses richesses naturelles.

L'impérialisme est un système criminel, barbare et inhumain dont le maintien est incompatible avec la simple survie de plusieurs milliards d'hommes dans le tiers monde. Le devoir d'ingérence est le nouveau mot d'ordre grâce auquel l'impérialisme rejette la souveraineté des pays du tiers monde et pratique la recolonisation politique et militaire.

Les partis démocrate et républicain aux Etats-Unis, les partis sociaux-chrétiens,

libéraux, nationalistes, conservateurs et socialistes en Europe, ont tous participé à l'agression. La démocratie occidentale c'est essentiellement le pluralisme pour les forces qui soutiennent la barbarie impérialiste.

Pour écraser un petit pays du tiers monde de 18 millions d'habitants, les Etats-Unis ont dû mobiliser des forces armées et des moyens financiers considérables. La grande force destructrice concentrée sur un petit point du globe révèle aussi une faiblesse au niveau stratégique. Au moment où l'oppression et la misère deviennent de plus en plus intolérables, les conditions objectives pour des mouvements révolutionnaires de grande ampleur se développent.

Seule la révolution nationale démocratique, en tant que passage obligatoire vers la révolution socialiste, peut résoudre les problèmes des masses opprimées de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Elle doit être dirigée par un authentique parti marxiste-léniniste, avoir la classe ouvrière comme force dirigeante, se baser sur l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie et sur le front uni de toutes les forces combattant l'impérialisme et la dictature néocoloniale.

Au coeur même du "monde civilisé", le capitalisme offre un avenir de chômage et de régression sociale auxquels s'ajoutent le racisme, la criminalité, le fascisme et des interventions militaires à l'étranger. La démocratie bourgeoise se vide de plus en plus de toute substance par la progression de la fascisation de l'Etat. Dans les démocraties parlementaires, la grande bourgeoisie exerce sa dictature politique, économique et idéologique sur les masses populaires. Toute l'expérience de la

social-démocratie montre que le passage parlementaire et pacifique au socialisme est un leurre; la voie de la révolution d'Octobre reste le seul chemin vers la libération de la classe ouvrière.

Les porte-parole de l'impérialisme proclament: «Le socialisme est une utopie, seul le capitalisme est efficace.» Mais cette démagogie ne peut masquer plus longtemps la véritable nature du capitalisme et de l'impérialisme, système criminel, barbare et inhumain qui provoque des crises économiques, sociales, politiques et morales de plus en plus profondes et de caractère planétaire.

Quand la bourgeoisie clame l'échec définitif du communisme, elle utilise la faillite lamentable du révisionnisme en Europe de l'Est et en Union soviétique pour réaffirmer sa haine de l'oeuvre grandiose réalisée dans le passé par Marx et Engels, par Lénine et Staline et par Mao Zedong. La bourgeoisie veut faire croire que le marxisme-léninisme est définitivement enterré, parce qu'elle se rend parfaitement compte de l'actualité et de la vitalité de l'analyse communiste et parce qu'elle reconnaît dans les communistes ses seuls adversaires irréductibles.

Face aux gouffres de chômage, de misère, d'exploitation et de violence qui s'ouvrent devant les masses travailleuses du monde entier, seul le marxisme-léninisme - pensée de Mao Zedong pourra montrer la voie de la libération nationale et sociale.

Pour l'unité des partis marxistes-léninistes

A la suite de divergences politiques et idéologiques graves et de luttes politiques souvent âpres, le mouvement communiste international s'est divisé à partir de 1956.

Au cours des trente-cinq dernières années, nous avons vu se manifester une tendance dite prochinoise qui s'est elle-même scindée après la mort de Mao Zedong en plusieurs sous-tendances. Le courant dit prosoviétique, majoritaire, a éclaté en d'innombrables tendances suite à la restauration intégrale du capitalisme sous Gorbatchev. Le courant dit pro-albanais a connu des divisions suite à la chute du socialisme en Albanie. Depuis les années soixante, un courant procubain est apparu en Amérique latine. Enfin, certains partis ont maintenu une position "indépendante" par rapport aux tendances mentionnées.

Quelle que soit l'opinion qu'on peut exprimer quant au bien-fondé, voire à la nécessité de ces scissions à un certain moment de l'histoire, la nécessité et la possibilité de les surmonter existe aujourd'hui. En effet, deux constats s'imposent à tous.

D'abord, le révisionnisme a affaibli et divisé le mouvement communiste international pour finalement montrer ouvertement sa véritable nature de courant au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Après la destruction du socialisme en Union soviétique et l'éclatement du pays de Lénine, tous les communistes doivent comprendre que le révisionnisme est l'ennemi idéologique le plus dangereux du marxisme-léninisme. Le révisionnisme représente bel et bien la

bourgeoisie au sein du mouvement communiste.

Ensuite, les différentes divisions et scissions intervenues au cours des trente-cinq dernières années ont gravement affaibli le mouvement communiste international dans son ensemble.

A partir d'une ou de plusieurs divergences idéologiques et politiques importantes, des tentatives ont été entreprises pour unir des partis et des organisations dans des regroupements ayant une base politique et idéologique particulière. Or, au sein de ces différents regroupements, certains partis ont réussi à s'implanter dans les masses, ont acquis une expérience révolutionnaire propre et ont intégré le marxisme-léninisme aux réalités de leur pays. D'autre part, au sein de chacun de ces regroupements, on a vu certaines organisations virer vers l'opportunisme de gauche ou de droite, vivoter sans avoir prise sur les luttes et disparaître. Des divisions injustifiées ont affaibli le mouvement communiste international et chacune de ses parties.

Unité et lutte

Depuis la fondation de la Première Internationale par Marx et Engels en 1864, la défense de la ligne révolutionnaire et la défense de l'unité ont toujours constitué deux aspects essentiels de la politique marxiste.

Au moment de la naissance du mouvement ouvrier, Marx a mis l'accent sur l'unité la plus large possible. «La présente Association est créée pour établir un point central de communication et de coopération entre les sociétés ouvrières des différents pays aspirant au même but, à savoir la défense, le progrès et

l'émancipation complète de la classe ouvrière.» «Les organisations de métier, les sociétés de secours mutuel et autres organisations ouvrières sont invitées à adhérer collectivement.»¹

Au sein de la Première Internationale, Marx accepta que les opinions politiques soient fort diverses et il écrit dans un texte adopté par le Conseil général: «Etant donné que les fractions de la classe ouvrière dans chaque pays et la classe ouvrière dans les différents pays se trouvent à des niveaux de développement différents à l'heure actuelle, il s'en suit nécessairement que leurs opinions théoriques, qui reflètent le mouvement réel, soient également divergentes.»²

Mais au sein de l'Internationale, Marx et Engels ont mené un combat opiniâtre pour que les différentes sections adhèrent au socialisme scientifique.

Grâce à cette double tactique, le marxisme est devenu le courant idéologique principal chez les ouvriers conscients.

En 1889, la Deuxième Internationale fut fondée par Engels. Alors qu'on assistait à une période de développement relativement rapide du capitalisme en Europe, des millions d'ouvriers ont adhéré à la doctrine marxiste. Mais sous l'influence des conditions relativement pacifiques en Europe, «durant toute la période de la Deuxième Internationale, le mouvement ouvrier international fut divisé en deux fractions principales: les marxistes révolutionnaires et les opportunistes soi-disant marxistes. Engels combattit implacablement les opportunistes».³

Lénine suivit le même principe: au sein de la Deuxième Internationale, de 1900 à 1914, il a fermement défendu

l'essence révolutionnaire du marxisme, tout en maintenant l'unité du mouvement. Pourtant, de forts courants ouvertement bourgeois, comme celui de Bernstein, minaient déjà le parti social-démocrate allemand, le principal parti de la Deuxième Internationale. En maintenant l'unité, Lénine a oeuvré au mieux pour aider au développement de l'aile gauche de la Deuxième Internationale. En août 1914, «les révisionnistes de la Deuxième Internationale (sont) passés de l'alliance secrète à l'alliance ouverte avec la bourgeoisie».⁴ Et Lénine prépara dès lors la fondation d'une Troisième Internationale.

Combattre le révisionnisme et le scissionnisme khrouchtchéviens

Le révisionnisme de Khrouchtchev et de Brejnev a constitué la plus grande trahison envers le marxisme-léninisme et la principale cause de la division et de l'affaiblissement du Mouvement Communiste International.

Le Rapport de Khrouchtchev au XXème Congrès, en 1956, son rapport secret sur Staline la même année et son Rapport au XXIIème Congrès en 1962 offrent un exposé complet de la ligne révisionniste, bourgeoise, au sein du Mouvement Communiste International.

Toutes les bases politiques et idéologiques de la dégénérescence progressive qui a abouti, au cours des années 1985-1990, à la restauration ouverte du capitalisme ont été formulées dans ces trois documents capitaux. Il est impossible de mener un combat conséquent contre la ligne de trahison de Gorbatchev sans en détecter les prémices chez Khrouchtchev.

Or, maintenant que le capitalisme sauvage en ex-URSS prend des formes politiques de caractère fasciste, on peut parfaitement s'opposer à la dictature d'Eltsine à partir d'une ligne réformiste, social-démocrate, inspirée par le krouchtchévisme.

Au cours des années 1956-1964, une lutte idéologique cruciale s'est déroulée au sein du mouvement communiste international. Il est essentiel de revenir sur cette période où les choix, marxisme-léninisme ou révisionnisme, révolution ou réformisme, continuation de la révolution ou dégénérescence politique, dictature du prolétariat ou restauration capitaliste, ont été posés en toute clarté.

Mao Zedong et le Parti Communiste chinois ont eu le mérite historique de défendre de façon conséquente le marxisme-léninisme contre le révisionnisme krouchtchévien dans le livre *Débat sur la ligne générale*. Trente ans après sa publication, ce document n'a rien perdu de son actualité, bien au contraire: l'effondrement de l'URSS est venu en souligner la clairvoyance.

Ces textes étant suffisamment connus, nous nous limiterons à en souligner un point particulier. Au cours de la polémique des années 1956-1964, Mao Zedong a non seulement défendu le marxisme-léninisme contre le révisionnisme, mais aussi l'unité des communistes contre le scissionnisme. Pour imposer leur ligne bourgeoise ou petite-bourgeoise, les opportunistes ont toujours recours aux intrigues, à la division et au scissionnisme.

En 1963, le PCC souligna l'importance de l'unité en ces termes: «La cause du prolétariat a toujours eu un caractère international. Les communistes de tous les pays doivent s'unir dans la lutte

commune pour faire triompher cette cause commune. Sans la solidarité et l'unité basées sur l'internationalisme prolétarien, aucun pays ne peut remporter ni consolider la victoire dans sa cause révolutionnaire. La seule voie juste pour sauvegarder et renforcer cette unité ne peut qu'être celle du respect des principes régissant les rapports entre partis frères et entre pays frères. Ces principes sont: l'union basée sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, le soutien mutuel et l'assistance réciproque, l'indépendance et l'égalité, et l'unanimité des vues par voie de consultation.»⁵

Concernant les divergences politiques entre les différents partis, le PCC nota: «Étant donné que les problèmes d'intérêt commun pour les différents partis frères sont extrêmement complexes, que les conditions dans lesquelles se trouve chacun de ces partis diffèrent grandement, et étant donné que la situation objective est constamment en mouvement, les divergences d'opinions sont souvent inévitables entre partis frères, et cela n'est pas nécessairement un mal. L'important, c'est de partir de la position qu'il faut défendre et renforcer l'unité internationaliste, et être ensemble dans la lutte contre l'ennemi.»⁶

«Si, par malheur, des controverses ou divergences surgissent entre partis et pays frères, elles doivent être résolues patiemment dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien et selon les principes de l'égalité et de l'unité de vues par voie de consultation.»⁷

Ces principes, le PCC les a exposés plus en détail dans les termes suivants lors du Grand Débat.

«Respecter le principe de solidarité, et ne jamais inciter certains partis frères à attaquer d'autres partis frères,

ne jamais se livrer à des activités sectaires et scissionnistes.

Respecter le principe de soutien et d'aide mutuels, et ne jamais tenter de contrôler les autres partis sous le couvert de l'aide (...).

Respecter le principe d'indépendance et d'égalité, et ne jamais se situer au-dessus des autres partis frères ni imposer aux autres partis le programme, la ligne et les résolutions de leur propre parti. Ne jamais s'ingérer dans les affaires intérieures des autres partis frères ni entreprendre d'activités subversives (...).

Respecter le principe d'unanimité par voie de consultation, et ne jamais imposer la ligne erronée de leur propre parti sous couvert d'une prétendue majorité (...).⁸

Au cours de la polémique de 1963, tout en critiquant le révisionnisme, le PCC a défendu de façon conséquente l'unité du mouvement communiste international, malgré les graves divergences qui le traversaient. «Si vous ne redressez pas vos erreurs révisionnistes, nous continuerons à vous critiquer 'sans hésitation et en toute franchise', dans l'intérêt du PCUS, de l'Etat soviétique et du peuple soviétique, et pour l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international.»⁹ «Dans le mouvement communiste international, nous maintenons même des contacts avec les révisionnistes; alors pourquoi ne pourrions-nous en faire autant avec les marxistes-léninistes?»¹⁰ Ce sont les partis révisionnistes de l'Europe de l'Est qui ont rompu leurs relations avec le PCC. Seul le parti roumain a maintenu des relations amicales avec le PCC et ce dernier a, à son tour, maintenu les relations avec le parti de Céaucescu, dont

les positions révisionnistes sont bien connues.

Mao Zedong déclara en 1957: «Le but de la lutte, c'est de maintenir les principes du marxisme, ce qui signifie fermement sur les principes; c'est là un aspect du problème. L'autre aspect, c'est de faire l'unité. L'unité a pour but d'offrir une issue à l'autre, de réaliser un compromis avec lui; c'est ce qu'on appelle souplesse. L'union entre principe et souplesse est un principe marxiste-léniniste, elle constitue une unité des contraires.»¹¹

Mettre fin à la division des partis marxistes-léninistes

Le révisionnisme khrouchtchévien a commencé par briser l'unité du mouvement en rompant avec les partis qui défendaient le marxisme-léninisme. Mais ensuite, le sectarisme et le gauchisme ont conduit à d'innombrables scissions injustifiées. Des divergences d'analyse et d'appréciation, réelles, ont été exacerbées jusqu'à l'antagonisme et la rupture. Certes, les divergences de fond devaient être clarifiées, mais il fallait prendre son temps et produire des analyses matérialistes et lucides, tout en maintenant l'unité entre communistes.

Certains partis communistes qui ont soutenu la lutte antirévissionniste du Parti Communiste chinois - dont le nôtre - ont taxé les Cubains de «mercenaires de l'expansionnisme soviétique». Le Parti Communiste cubain, à son tour, a traité le Parti Communiste chinois de «parti hégémoniste et réactionnaire, allié de l'impérialisme américain».

De la même façon, sont nés des conflits idéologiques et politiques importants concernant la Tchécoslova-



quie en 1968, l'élimination de la Bande des Quatre en 1976, la théorie des trois mondes en 1977, le Kampuchéa en 1979, l'Afghanistan en 1980 et la ligne de Deng Xiaoping au début des années quatre-vingt.

Tous ces conflits étaient importants. Chaque parti aurait dû étudier avec grand sérieux les différentes positions qui s'affrontaient, formuler sur cette base sa propre opinion, tout en préservant l'unité du mouvement. Le fait est qu'aujourd'hui, des communistes qui se sont affrontés avec la plus grande violence à propos de la Tchécoslovaquie, de l'Afghanistan, de la théorie des trois mondes, de la ligne de Deng, etc... se retrouvent dans le même camp, défendent le marxisme-léninisme et combattent le révisionnisme, après avoir apporté les corrections nécessaires à leurs positions anciennes.

Pour sa part, notre parti a tiré une conclusion des nombreuses luttes violentes auxquelles nous avons assisté: quelle que soit l'âpreté des affrontements au sein d'un autre parti ou entre deux autres partis communistes, nous devons, tout en les étudiant avec sérieux, maintenir à tout prix l'unité de notre propre parti. Le même principe doit s'appliquer au mouvement communiste international dans son ensemble: quelle que soit l'âpreté des divergences, nous ne devons pas permettre qu'elles conduisent à l'éclatement du mouvement et au scissionnisme.

Bien sûr, on pourrait objecter à cette position que les communistes ne peuvent pas faire des concessions sur les principes. Nous y répondons ceci. Chaque parti applique les principes

marxistes-léninistes à la réalité présente selon sa propre conception. Personne ne peut lui demander de faire des concessions qu'il juge de principe. Chaque parti définit sa position en toute indépendance. Mais cela n'est pas en contradiction avec son devoir de maintenir l'unité du mouvement communiste international, puisque cette unité est, elle aussi, une question de principe.

A ce propos, il est aussi important de réfléchir aux agissements des ennemis du mouvement communiste. Il existe une ample documentation sur la façon dont la CIA et d'autres services secrets utilisent systématiquement les divergences à l'intérieur des différents partis et entre les partis communistes, pour pousser à la lutte extrémiste, à la division et à la scission. L'ennemi, qui connaît l'importance de l'unité du mouvement communiste, entreprend tout pour le faire éclater et soutient toutes les tendances centrifuges, appuyant souvent aussi bien les révisionnistes de droite que les positions gauchistes.

On peut se demander s'il est justifié qu'un parti maintienne l'unité avec d'autres partis qu'il considère comme opportunistes de droite ou comme gauchistes ou sectaires.

Mao Zedong a dit un jour: «L'important est de savoir apprendre.» C'est sur cette idée que s'appuie notre attitude au sein du Mouvement Communiste International. Maintenir l'unité du mouvement permet à chaque parti d'apprendre plus et d'apprendre plus vite.

Notre parti a adopté le principe de maintenir et de développer des rapports avec des partis communistes

dont il juge la ligne opportuniste de droite ou de gauche.

D'abord, parce que nous pouvons nous tromper dans notre jugement.

Ensuite, parce que l'expérience nous a montré que nous pouvons tirer profit de certains aspect de leur travail parmi les masses, de leurs expériences, de leur travaux théoriques, etc.

Troisièmement, parce que des divergences fondamentales quant à la ligne idéologique ne doivent pas empêcher certaines formes de coopération et de luttes communes dans les domaines du racisme, des droits syndicaux, du combat anti-impérialiste.

Quatrièmement. Nous devons tenir compte des évolutions possibles. Certains partis que nous considérons comme révisionnistes ou gauchistes, ou certaines fractions de ces partis, peuvent évoluer positivement.

Enfin, des partis avec lesquels nous avons de graves divergences peuvent dégénérer complètement, disparaître et passer du côté de l'ordre bourgeois. Le fait d'avoir gardé des rapports avec de tels partis peut aussi nous apporter des leçons 'negatives' utiles que nous pourrions mieux formuler en ayant suivi leur évolution pas à pas.

La position envers les thèses de Mao Zedong

Pour contribuer à l'unification du mouvement communiste international sur base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, il est important que les partis se réclamant de la pensée de Mao Zedong adoptent une attitude scientifique envers l'oeuvre du camarade Mao Zedong.

Le Parti du Travail de Belgique prend

le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong pour guide idéologique. Notre parti reconnaît à Mao Zedong deux contributions de grande valeur à la science marxiste-léniniste.

Pour la première fois dans l'histoire, il a élaboré la théorie et développé la stratégie de la révolution nationale et démocratique dans un grand pays opprimé du tiers monde comme étape préparatoire à la révolution socialiste et il a conduit la révolution chinoise à travers des difficultés inouïes jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat.

Après l'arrivée au pouvoir de Khrouchtchev en URSS, Mao Zedong a dirigé la lutte contre le révisionnisme moderne en développant la révolution culturelle, il a enrichi la théorie de la continuation de la lutte de classes sous la dictature du prolétariat.

Pour un large débat sur l'oeuvre de Mao Zedong

Tous les partis qui ont été à l'école de Mao Zedong au cours des années 1963-1976 partagent un certain nombre de positions politiques qui ont été récemment contestées par des communistes d'autres écoles. Dans la situation actuelle du mouvement communiste international, il serait nuisible que les partis qui acceptent la pensée de Mao Zedong se regroupent entre eux sur base d'une plate-forme axée sur des thèses "maoïstes" particulières. Non seulement cela nuirait à l'unification du mouvement communiste international, mais conduirait aussi à notre propre appauvrissement politique et idéologique. La plupart des partis qui se réclament de la pensée de Mao Zedong ont adopté un certain nombre

de thèses: la lutte entre deux lignes comme principe conducteur de la construction du parti, la valeur universelle de la révolution culturelle, l'émergence du social-impérialisme soviétique à partir de 1968, la pensée de Mao Zedong comme phase supérieure du développement du marxisme-léninisme, etc. Il est possible qu'un certain nombre de partis "maoïstes" s'unissent sur ces thèses, mais cela aboutira au maintien des divisions injustifiées et néfastes. Or, il ne s'agit plus de répéter des slogans et des affirmations qui caractérisaient le mouvement maoïste des années soixante et soixante-dix mais d'argumenter scientifiquement, sur base de l'expérience des dernières décennies, les thèses de l'oeuvre de Mao Zedong qui gardent toute leur validité. Il faut écarter tous les "préalables" qui rendent impossible l'unité avec des communistes appartenant à l'école "soviétique" ou "albanaise" ou "cubaine"; il faut réfuter de façon convaincante leurs critiques de certains aspects de l'oeuvre de Mao, reconnaître leurs critiques pertinentes et aboutir à un enrichissement politique et idéologique mutuel. Un débat scientifique montrera d'ailleurs à quel point, parmi les partis se réclamant de la pensée de Mao Zedong, les interprétations de "l'héritage commun" sont souvent contradictoires, sinon franchement opposées.

La critique de certaines thèses de Mao Zedong

Pour les partis qui acceptent la pensée de Mao Zedong, adopter une attitude scientifique signifie faire une évaluation critique de certaines positions adoptées par Mao Zedong à la lumière

des événements survenus dans les (anciens) pays socialistes et à la lumière des oeuvres de Lénine et de Staline. Pour notre part, nous formulons certaines critiques sur des positions particulières de Mao Zedong. En voici quelques exemples.

Au XXe Congrès, Khrouchtchev a lancé son attaque surprise contre l'oeuvre de Staline, pour imposer sa ligne révisionniste.

Au début, l'attitude de Mao Zedong et du Parti communiste chinois a été hésitante, ils n'ont pas défendu de façon conséquente l'oeuvre marxiste-léniniste de Staline, mais ont suivi Khrouchtchev dans certaines de ses critiques opportunistes contre Staline.

Le document fondamental à ce propos est intitulé *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, rédigé les 5 avril et 29 décembre 1956.

Ce texte prend la défense de Staline et de «l'expérience fondamentale de la révolution et de l'édification en Union soviétique»¹². Néanmoins, dans les critiques qu'il formule à l'adresse de Staline, nous pouvons déceler une tendance assez marquée à la réconciliation avec le révisionnisme.

En effet, certaines critiques formulées par Mao Zedong et le PCC reprennent simplement les calomnies formulées par Khrouchtchev. Le PCC avance certaines affirmations qui ne sont basées sur aucune recherche sérieuse. La conclusion est à l'avenant: Khrouchtchev a pris des mesures pour rectifier ces erreurs de Staline! Ainsi, le document affirme: «Pendant la dernière période de sa vie, des victoires en série et les panégyriques dont il a été l'objet ont tourné la tête à Staline. Dans sa façon de penser, il s'est écarté partiellement, mais gravement, du matérialisme



dialectique pour tomber dans le subjectivisme. Il commença à avoir une foi aveugle en sa propre sagesse et en sa propre autorité; il se refusait à se livrer à des recherches et à l'étude sérieuse à l'égard de situations complexes, ou à prêter une oreille attentive à l'opinion de ses camarades comme à la voix des masses. En conséquence, certaines thèses et mesures politiques adoptées par lui allaient souvent à l'encontre de la réalité objective; il s'est souvent obstiné à faire appliquer pendant un long laps de temps ces mesures erronées, et n'a pu rectifier ses erreurs en temps utile. Le Parti Communiste de l'Union soviétique a déjà pris des mesures pour rectifier les erreurs de Staline.»¹³

Rien dans ces affirmations lancées par Khrouchtchev et reprises par le PCC, n'est juste. Au cours de la dernière année de sa vie, Staline écrit *Les problèmes économiques du socialisme en URSS* et il supervise la rédaction du rapport que Malenkov présente le 5 octobre 1952 au XIXème Congrès. Ces deux documents prouvent que Staline a appliqué de façon conséquente le matérialisme dialectique, qu'il a réalisé des recherches et des enquêtes et qu'il a su détecter les faiblesses du parti et les erreurs théoriques qui aboutiront, quelques années plus tard, au révisionnisme khrouchtchévien.

Dans *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, le PCC a même repris une des accusations les plus farfelues que Khrouchtchev lança contre Staline: «(Staline) n'a pas fait preuve de la vigilance nécessaire à la veille de la guerre antifasciste.»¹⁴

Plus loin dans ce document, le PCC reprend les thèses de Khrouchtchev sur l'extinction de la lutte des classes, thèses développées au cours des

années trente par Boukharine. Le PCC néglige complètement l'analyse concrète de cette période cruciale et complexe qui fut celle de l'épuration. Il répète les thèses révisionnistes selon lesquelles il fallait perfectionner la démocratie au lieu d'insister sur l'aggravation de la lutte des classes... «Après l'anéantissement des classes exploiteuses et la liquidation, pour l'essentiel, des forces de la contre-révolution, la dictature du prolétariat était encore nécessaire vis-à-vis des débris de la contre-révolution à l'intérieur du pays (...) mais sa pointe devait être surtout dirigée contre les forces agressives impérialistes du dehors. Dans ces conditions, il fallait développer et perfectionner progressivement, dans la vie politique du pays, les diverses méthodes démocratiques, perfectionner la légalité socialiste, renforcer le contrôle du peuple sur les organismes d'Etat, développer les méthodes démocratiques dans l'administration de l'Etat et des entreprises, resserrer les liens entre les organismes d'Etat et l'administration des entreprises, d'une part, et les larges masses, de l'autre, (...) combattre encore plus fermement les tendances bureaucratiques, au lieu d'insister sur l'aggravation de la lutte de classes après la liquidation des classes, et d'entraver ainsi le développement sain de la démocratie socialiste, ainsi que le fit Staline.»¹⁵

A d'autres endroits, mais toujours en 1956, Mao Zedong a formulé certaines critiques sur la politique industrielle et agraire de l'Union soviétique qui ne résistent pas à l'analyse. «La collectivisation de notre agriculture a été réalisée en plusieurs étapes, ce qui n'était pas le cas en Union soviétique.»¹⁶ «En Union soviétique, on pressure les paysans à l'excès.

On prélève trop sur leur récolte, et à un prix extrêmement bas. En accumulant des fonds de cette manière, on refroidit l'enthousiasme des paysans pour la production.»¹⁷ «L'Union soviétique a mis l'accent unilatéralement sur l'industrie lourde au dépens de l'agriculture et de l'industrie légère.»¹⁸

Il est évident que ce bilan n'est pas basé sur une étude détaillée de l'expérience soviétique. Dans le fond, il vire vers les thèses de Boukharine. La différenciation de classes à la campagne a rendu inévitable la bataille ouverte de 1929-1930 pour la collectivisation. Elle a décidé de la question: quelle voie suivre à la campagne, la voie capitaliste ou la voie socialiste? La réalisation 'par une marche forcée' de l'industrialisation entre 1928 et 1935 était historiquement nécessaire tant pour garantir la défense de l'URSS que pour transformer complètement la base technique et l'aspect culturel de la campagne.

Lors de la Grande Polémique, en 1963, le PCC et Mao Zedong ont pris de façon plus conséquente la défense de Staline, mais cette défense comportait toujours de graves lacunes. L'importance vitale de la lutte idéologique et politique contre le trotskisme, le boukharinisme et le nationalisme bourgeois a été escamotée. Se contentant de parler en termes généraux des «deux types de contradictions», le PCC s'est refusé à analyser concrètement les lignes et les positions en jeu. Le passage suivant est en fait une défense inavouée des positions boukhariniennes: «Dans les luttes menées au sein du Parti comme en dehors, Staline confondit à certains moments et dans certains problèmes, les deux catégories de contradictions de nature différente - contradictions entre l'ennemi et nous,

et contradictions au sein du peuple (...). Le travail de liquidation de la contre-révolution (...) permit de châtier à juste titre nombre d'éléments contre-révolutionnaires qui devaient l'être; cependant, des gens honnêtes furent aussi injustement condamnés, et ainsi il commit l'erreur d'élargir le cadre de la répression en 1937 et 1938.»¹⁹

En réalité, dans son rapport de mars 1937, qui fut à la base de l'épuration, Staline a lutté non seulement contre la tendance de droite qui sous-estimait la vigilance nécessaire, mais il a mis explicitement en garde contre la tendance à élargir de façon arbitraire l'épuration et la répression. Staline a aussi critiqué le bureaucratisme qui empêchait que l'épuration nécessaire s'accomplisse selon les principes du parti. C'est Staline lui-même qui a dénoncé. Dès le début de 1938, les exagérations et les déviations de l'épuration et qui les a redressées par la suite.

Sur l'influence petite-bourgeoise dans le mouvement maoïste

Il est important de revenir sur ces erreurs dans l'oeuvre de Mao Zedong, parce qu'elles ont exercé une grande influence sur le jeune mouvement marxiste-léniniste qui s'est développé en Europe à partir de 1963. Ce mouvement a été marqué par des idéologies petites-bourgeoises dont l'antistalinisme était la caractéristique commune. Les positions de Mao Zedong que nous discutons ont facilité une interprétation du 'maoïsme' en tant que nouvelle théorie opposée au stalinisme et donc au léninisme. Notre parti a toujours

défendu les positions exprimées dans le texte *La Question de Staline* du PCC. Mais en réalité, l'étude des œuvres et de la pratique de Staline a été négligée, voire carrément abandonnée. On sait que le PCC a affirmé à partir de 1966: «Le camarade Mao Zedong a développé le marxisme-léninisme de façon géniale, créatrice, et dans tous les domaines; il l'a fait accéder à une étape supérieure, toute nouvelle.»²¹ Dans notre parti, l'idée s'est répandue que 'dans tous les domaines', les idées de Mao Zedong étaient "supérieures" à celles de Staline ou même de Lénine. On n'a pas jugé nécessaire d'entreprendre une étude pour montrer sur quels sujets précis Mao Zedong avait apporté un enrichissement réel à la théorie marxiste-léniniste.

Ainsi, notre parti a accepté l'idée, souvent exprimée dans les textes chinois, que Staline, contrairement à Mao, ne comprenait pas que la lutte des classes continuait sous le socialisme. La preuve en était apparemment apportée dans le rapport de Staline sur le projet de Constitution de 1936, où il dit: «Toutes les classes exploiteuses ont été liquidées. Est restée la classe ouvrière. Est restée la classe des paysans. Sont restés les intellectuels.» Sur ce passage, le professeur Thompson a formulé un commentaire classique: «Les classes exploiteuses ont été éliminées ici, il semble que la lutte de classe a pris fin.»²² En fait, une étude exhaustive de l'œuvre de Staline montre à quel point cette conclusion est aberrante. L'élimination des propriétaires fonciers, des capitalistes et des koulaks ne signifiait nullement, aux yeux de Staline, la fin de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat.

Plusieurs thèses "maoïstes" défendues par Thompson sont caractéristiques des intellectuels petits-bourgeois,

impressionnés par les mouvements de masse en Chine populaire mais qui continuaient à subir l'influence de l'anticommunisme. Thompson écrit en 1971: «Staline a suivi la ligne léniniste jusqu'en 1935 mais ensuite, il s'est écarté sur deux points: d'une part, la nouvelle constitution reposait sur l'affirmation que, pour autant qu'il s'agisse de relations intérieures, la dictature du prolétariat pouvait être relâchée; et pour ces raisons, cela fut salué par la bourgeoisie qui l'accepta comme une confirmation de ses privilèges. C'était une déviation de droite. D'autre part, puisque la dictature du prolétariat ne pouvait être relâchée dans les faits, elle était maintenue par des méthodes administratives, comme une fonction des services de sécurité. C'était une déviation de gauche - l'erreur que Lénine avait appelée 'sur-administration' - qui s'était déjà manifestée dans les excès gauchistes qui avaient marqué la lutte contre les koulaks. Les deux déviations se complétaient et se soutenaient mutuellement. Les ennemis étaient traités en amis et les amis en ennemis.»²²

En Europe, beaucoup d'organisations marxistes-léninistes ont été influencées par les erreurs de Mao Zedong et du PCC, qu'elles ont souvent "approfondies" à la manière du professeur Thompson.

Au début des années soixante-dix, Harpal Brar a publié une série de pamphlets critiquant les positions opportunistes de Thompson et de diverses organisations marxistes-léninistes britanniques. Il écrit: «L'antibolchevisme de ces messieurs s'accompagne invariablement de bruyantes professions de 'soutien' et de 'louange' à l'adresse de la Chine et de Mao Zedong.

Sous le prétexte frauduleux d'intérêt pour la paysannerie soviétique, ils s'occupent surtout de dénoncer et de discréditer la ligne léniniste du PCUS sur la question agraire; et ensuite, d'attraper les nigauds parmi les révolutionnaires avec des histoires de prétendues différences entre la Chine et l'URSS, entre le camarade Mao Zedong et le camarade Staline, et de les embrouiller complètement en les détournant du léninisme. Comment certains de nos camarades réagissent-ils à ce piège trompeur? Au lieu de le démasquer, ils mordent à l'hameçon, marchent dans le piège et se permettent d'adopter une position anti-stalinienne et antiléniniste... Tous ceux qui admirent la Chine ne sont pas des marxistes.»²³

Même aujourd'hui, certains maintiennent la thèse anticomuniste selon laquelle Staline menait la lutte de classes par des méthodes administratives en ayant recours à la Sécurité de l'Etat. Le groupe allemand MLPD écrit qu'«une des erreurs fondamentales de Staline» a été de combattre la bureaucratie non pas «par la mobilisation des masses critiques, mais de façon unilatérale par la Sécurité de l'Etat qui était elle-même bureaucratisée».²⁴

Pour la défense de l'internationalisme prolétarien

Staline a dû construire le socialisme dans une lutte politique soutenue et opiniâtre contre tous les courants bourgeois qui se manifestaient au sein du parti.

Trois courants bourgeois principaux ont mis en danger le socialisme soviétique.

Le trotskisme qui, sous un verbiage de "gauche" a développé une ligne antisoviétique et anticomuniste, correspondant parfaitement aux besoins de l'impérialisme, principalement allemand.

Le boukharinisme qui fut une réédition de la ligne social-démocrate dans les conditions du socialisme et qui prêchait l'extinction de la lutte des classes, l'intégration des éléments capitalistes dans le socialisme et la conciliation envers les courants mencheviks.

Le nationalisme bourgeois qui, sous l'impulsion de la bourgeoisie nationale, dressait les masses de certaines Républiques soviétiques contre le socialisme en agitant le mot d'ordre d'indépendance.

Ces trois affrontements idéologiques ont revêtu une importance historique pour la consolidation de la dictature du prolétariat.

Staline contre le nationalisme bourgeois

La lutte contre le nationalisme bourgeois et la défense de l'internationalisme prolétarien ont gagné une nouvelle actualité dès la fin de la Seconde Guerre mondiale.

En écrasant les troupes fascistes, l'Union soviétique s'est rattachée certains territoires auparavant contestés à la Pologne et à la Roumanie; les Pays baltes, ces régions traditionnellement tiraillées entre l'Allemagne fasciste et l'Union soviétique socialiste, sont devenues partie intégrante de l'URSS. L'Union soviétique a intégré aussi certains territoires appartenant auparavant à la Finlande et au Japon, les îles Kourilles, notamment.

Ces mesures correspondaient aux besoins de la sécurité et de la défense de l'Union soviétique, seul pays socialiste au monde en 1945. Staline comprenait parfaitement qu'après la défaite du fascisme allemand, les autres puissances impérialistes redoubleraient d'efforts pour détruire l'Union soviétique. L'intégration de ces territoires dans l'Union soviétique correspondait également aux intérêts de leurs ouvriers et paysans qui pouvaient ainsi s'engager dans la voie du socialisme.

Dès la fin de la guerre, les éléments fascistes et d'extrême droite de ces territoires ont développé des campagnes nationalistes et réactionnaires pour monter les masses contre le socialisme. Ils se sont engagés dans la voie qu'ont suivie, au cours des années vingt et trente, les réactionnaires géorgiens, ukrainiens et autres. Ils ont utilisé le nationalisme bourgeois comme point de ralliement de toutes les tendances antisocialistes.

L'Armée rouge, en poursuivant les armées nazies, a libéré la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et d'autres pays d'Europe de l'Est.

En juin 1944, un des principaux idéologues de la collaboration française écrit sous le pseudonyme Vindex un petit livre intitulé «Stalinisme». Le texte est entièrement consacré à «l'impérialisme soviétique» dont «l'expansion de la phase présente vise l'Europe et le Proche Orient». «Le point central du programme est la soviétisation des régions industrielles à l'Est de l'Europe.» Le résultat sera «l'anéantissement de la civilisation et, plus généralement, la fin des peuples de notre continent en tant qu'unités libres et indépendantes.»²⁵

Déjà avant l'entrée des troupes soviétiques en Hongrie, les fascistes autour de Horthy suivaient une politique visant à faire entrer les armées américaines et anglaises en Hongrie. Ils cherchaient l'appui de l'impérialisme occidental pour «défendre l'indépendance hongroise» contre le «danger soviétique»! Prenant la défense des forces fascistes et droitières, des généraux américains dénoncèrent en 1947 «une intervention étrangère (soviétique) dans les affaires intérieures hongroises pour que les éléments minoritaires de Hongrie (les communistes) imposent leur volonté à la majorité élue.»²⁶ En réalité, la présence de l'Armée rouge a facilité la lutte de classe des ouvriers et des paysans contre les capitalistes et les propriétaires fonciers, et a facilité l'élimination de la dictature bourgeoise et l'instauration du socialisme.

Les positions théoriques de Staline

Au cours des années vingt et trente, Staline a développé des positions internationalistes qui ont acquis une nouvelle actualité après la guerre, lorsque les pays semi-féodaux, en Europe de l'Est et en Asie, ont commencé la construction socialiste. Voici ce que dit Staline.

«Il faut se rappeler que nos organisations communistes de la périphérie, dans les républiques et les régions, ne peuvent se développer et se mettre debout, devenir de véritables cadres marxistes internationalistes, que si elles ont raison du nationalisme. Le nationalisme est le principal obstacle idéologique dans la voie de la formation des cadres marxistes, de l'avant-garde

marxiste à la périphérie et dans les républiques. (...) Le nationalisme joue pour ces organisations le même rôle que le menchevisme jouait dans le passé pour le parti bolchevik. Ce n'est que sous le couvert du nationalisme que peuvent pénétrer dans nos organisations périphériques des influences bourgeoises de toutes sortes, y compris les influences mencheviks. (...) Le souffle nationaliste s'acharne à pénétrer dans notre parti à la périphérie. (...) La bourgeoisie renaît, la NEP se développe, le nationalisme aussi... Des survivances du chauvinisme grand-russe existent qui poussent également en avant le nationalisme local. (...) L'influence des Etats étrangers qui soutiennent par tous les moyens le nationalisme, s'exerce.»²⁷ «L'essence de la déviation vers le nationalisme local, c'est la tendance à s'isoler et à s'enfermer dans sa coquille nationale; la tendance à estomper les antagonismes de classe au sein de sa nation; la tendance à se défendre contre le chauvinisme grand-russe, en s'écartant du flot général de l'édification socialiste; la tendance à ne pas voir ce qui rapproche et unit les masses travailleuses des nationalités de l'URSS, et à ne voir que ce qui peut les éloigner les unes des autres. La déviation vers le nationalisme local reflète le mécontentement des classes déperissant des nations autrefois opprimées, contre le régime de la dictature du prolétariat, leur tendance à s'isoler dans leurs Etats nationaux respectifs et à y établir leur domination de classe.»²⁸ «Qu'est-ce que la déviation vers le nationalisme, qu'il s'agisse du nationalisme grand-russe ou du nationalisme local, qu'importe? La déviation vers le nationalisme, c'est l'adaptation de la politique internationaliste de la classe

ouvrière à la politique nationaliste de la bourgeoisie. La déviation vers le nationalisme reflète les tentatives de sa 'propre' bourgeoisie 'nationale' de saper le régime soviétique et de rétablir le capitalisme. La source de ces deux déviations... est commune. C'est l'abandon de l'internationalisme léniniste... Le principal danger est représenté par la déviation que l'on a cessé de combattre et à laquelle on a permis ainsi de se développer jusqu'à devenir un danger d'Etat.»²⁹

Staline contre le révisionnisme de Tito

En 1948, Staline a lancé une lutte de grande portée historique contre la politique suivie par Tito en Yougoslavie. Le titisme est en fait un condensé des trois courants bourgeois, le trotskisme, le boukharinisme et le nationalisme, défaits en Union soviétique au cours des années vingt, trente et quarante. A l'époque, la bourgeoisie internationale a dénoncé le "contrôle" que Staline voulait exercer sur la Yougoslavie, et a soutenu la "politique d'indépendance" de Tito. Or, cette lutte n'opposait nullement le "contrôle" à l'indépendance, mais bien la ligne marxiste-léniniste à la ligne bourgeoise. La lutte contre Tito n'était pas un détail: elle condensait toutes les luttes menées par Staline contre les ennemis du bolchevisme.

En déclenchant en 1948 la lutte contre le révisionnisme de Tito, Staline a fait preuve de clairvoyance et de fermeté sur les principes. Quarante-cinq ans plus tard, l'histoire a entièrement confirmé ses prévisions.

Au moment de l'invasion allemande, en 1941, le Parti yougoslave clandestin

comptait 12.000 membres; 8.000 d'entre eux furent tués au cours de la guerre. Mais il s'est gonflé de près de 140.000 membres pendant la résistance et de 360.000 autres avant mi-1948. Des dizaines de milliers de koulaks, de bourgeois et d'éléments petits-bourgeois étaient entrés au parti²⁹. Tito s'appuyait de plus en plus sur ces derniers dans sa lutte contre les communistes authentiques. Le parti n'avait pas de vie interne normale, il n'y avait pas de discussion politique en son sein et par conséquent pas de critiques ni d'autocritiques marxistes-léninistes; les dirigeants n'étaient pas élus mais cooptés³⁰.

En juin 1948, le Bureau d'Information des partis communistes, regroupant huit partis, publia une résolution critiquant le Parti yougoslave. Elle soulignait que Tito ne prêtait aucune attention à l'accentuation des différences de classes à la campagne ni à la croissance des éléments capitalistes dans le pays³¹. La résolution affirmait que, partant d'une position nationaliste bourgeoise, le Parti yougoslave avait brisé le front uni socialiste contre l'impérialisme. Le texte disait: «Une telle ligne nationaliste ne peut que conduire à la dégénérescence de la Yougoslavie en une république bourgeoise ordinaire.»³²

Ayant enregistré cette critique, Tito déclencha une épuration massive. Tous les éléments marxistes-léninistes furent éliminés du parti. Deux membres du Comité central, Zhoujovic et Hebrang, avaient déjà été arrêtés en avril 1948. Le général Arso Jovanovic, chef de l'état-major de l'Armée des partisans, fut arrêté et assassiné, de même que le général Slavko Rodic.³³ *The Times* évoqua de nombreuses arrestations de communistes soutenant la résolution

du Kominform et estima le nombre de personnes emprisonnées entre 100.000 et 200.000.³⁴

Dans son rapport au VIIIème Congrès du parti, tenu en 1948, Kardelj eut recours à force citations de Staline pour affirmer que la Yougoslavie «refoulait les éléments koulaks» et ne prendrait jamais «des positions antisoviétiques».³⁵

Mais quelques mois plus tard, les titistes reprenaient publiquement la vieille théorie social-démocrate du passage de la bourgeoisie au socialisme sans lutte de classes! Bebler, vice-ministre des Affaires étrangères, déclara le 29 avril 1949: «Nous n'avons pas de koulaks comme il y en avait en URSS. Nos paysans riches ont pris part en masse à la guerre populaire de libération.(...) Serait-ce une erreur si nous réussissions à faire passer les koulaks au socialisme sans une lutte des classes?»³⁶ Et en 1951, l'équipe de Tito déclarait que les «kolchozes (soviétiques) sont le reflet du capitalisme d'État qui, mêlé aux nombreux restes du féodalisme, est le système social de l'URSS». Développant les conceptions de Boukharine, les titistes remplacent la planification par le marché libre: «Personne, en dehors de la coopérative, ne fixe les normes ni les catégories de ce que l'on doit produire». Ils organisent «le passage à un système laissant plus de liberté au fonctionnement des lois économiques objectives. Le secteur socialiste de notre économie est à même de triompher des tendances capitalistes par des moyens purement économiques.»³⁷ En 1953, Tito a permis à nouveau d'acheter et de vendre la terre et d'engager des ouvriers agricoles.

En 1951, Tito compare les communistes yougoslaves fidèles au marxisme-léninisme à la cinquième colonne

hitlérienne, ce qui justifie après coup l'arrestation de plus de 200.000 communistes, selon le témoignage du colonel Vladimir Dapcevic. Tito écrit: «Les attaques des agresseurs fascistes ont prouvé que l'on attache beaucoup d'importance à un élément nouveau: la cinquième colonne. Elle est un élément politique et militaire qui entre en action au moment des préparatifs de l'agression. Aujourd'hui, on tente de nouveau de faire quelque chose de semblable dans notre pays, sous différentes formes, particulièrement de la part des pays kominformistes.»³⁹

Au début des années cinquante, la Yougoslavie est toujours un pays largement féodal. Mais les titistes s'attaquent au principe selon lequel l'Etat socialiste doit maintenir la dictature du prolétariat. En 1950, les révisionnistes yougoslaves lancent une discussion sur «le problème du dépérissement de l'Etat et spécialement du dépérissement du rôle de l'Etat dans l'économie». Pour justifier le retour à l'Etat bourgeois, Djilas traite l'Etat soviétique de «monstrueux édifice du capitalisme d'Etat» qui «opprime et exploite le prolétariat». Toujours selon Djilas, Staline lutte «pour l'agrandissement de son empire de capitalisme d'Etat et, à l'intérieur, pour le renforcement de la bureaucratie». «Le rideau de fer, l'hégémonie sur les pays d'Europe orientale et une politique d'agression lui sont devenus actuellement indispensables». Djilas parle de «la misère de toute la classe ouvrière qui travaille pour les intérêts 'supérieurs' impérialistes et pour les privilèges de la bureaucratie.» «L'URSS est aujourd'hui objectivement la grande puissance la plus réactionnaire». Staline est «un praticien du capitalisme d'Etat et le chef et guide spirituel

et politique de la dictature bureaucratique». En véritable agent de l'impérialisme américain, Djilas poursuit: «Nous rencontrons chez les hitlériens des théories qui, par leur contenu comme par la pratique sociale qu'elles supposent, ressemblent comme deux gouttes d'eau aux théories de Staline.»⁴⁰ Ajoutons que Djilas, qui s'est établi aux Etats-Unis par la suite, se référait dans ce texte à la «critique du système stalinien» faite par...Trotsky!⁴¹

En 1948, Kardelj jurait encore fidélité au combat anti-impérialiste. Pourtant deux ans plus tard, la Yougoslavie soutenait l'agression américaine contre la Corée! *The Times* rapporta: «Monsieur Dedeijer voit les événements de Corée comme une manifestation de la volonté soviétique de dominer le monde... Les travailleurs du monde doivent se rendre compte qu'un autre prétendant à la domination mondiale s'est présenté, et se débarrasser des illusions à propos de l'URSS qui serait, prétendument, une force de démocratie et de paix.»⁴²

Ainsi, Tito était devenu un simple pion dans la stratégie anticommuniste des Etats-Unis. Tito déclara en 1951 au *New York Herald Tribune* qu'«en cas d'attaque soviétique, n'importe où en Europe, même si cela se passe à des milliers de kilomètres des frontières yougoslaves, (il) se battra immédiatement aux côtés de l'Occident... La Yougoslavie se considère comme une partie du mur de solidarité collective construit contre l'impérialisme soviétique.»⁴³

Dans le domaine économique, les mesures socialistes que la Yougoslavie avait adoptées avant 1948 furent vite liquidées. Alexander Clifford, le correspondant du *Daily Mail*, écrit à propos des réformes économiques adoptées en

1951: «Si elles se réalisent, la Yougoslavie sera finalement bien moins socialisée que la Grande Bretagne.» «Les prix des biens (seront) déterminés par le marché, c'est-à-dire par l'offre et la demande», «les salaires (seront) fixés sur base des revenus ou des profits de l'entreprise», les entreprises «décident de façon indépendante ce qu'elles produisent et dans quelles quantités.» «il n'y a guère de marxisme classique dans tout cela.»⁴

La bourgeoisie anglo-américaine reconnut très tôt qu'elle disposait, dans la personne de Tito, d'une arme efficace dans son combat anticommuniste. Business Week notait le 12 avril 1950: «Pour les Etats-Unis en particulier et pour l'Occident en général, cet encouragement de Tito s'est révélé être une des méthodes les moins chères pour contenir le communisme russe. Le montant de l'aide occidentale à Tito se chiffre maintenant à 51.7 millions de dollars. C'est beaucoup moins que le milliard de dollars, environ, que les Etats-Unis ont dépensé en Grèce pour le même but.»⁵

Cette bourgeoisie comptait utiliser Tito pour encourager le révisionnisme et organiser la subversion dans les pays socialistes d'Europe de l'Est. Le 12 décembre 1949, Eden écrit dans le *Daily Telegraph*: «L'exemple et l'influence de Tito peuvent changer de façon décisive le cours des événements en Europe centrale et orientale.»⁶ Appréciant la démagogie communiste de Tito à sa juste valeur, *The Times* écrit: «Cependant, le titisme reste seulement une force, dans la mesure que le Maréchal Tito peut prétendre être communiste.»⁷

Le nationalisme dans la politique extérieure chinoise

Le combat contre la domination impérialiste fut un des leviers principaux de la révolution chinoise. Mais sous l'influence de l'idéologie nationaliste, le PCC a pris certaines positions erronées dans la politique extérieure, et il a notamment formulé une estimation erronée de la politique d'«indépendance» de Tito. La théorie du «social-impérialisme soviétique, ennemi le plus dangereux», développée à partir de 1969, était, elle aussi, marquée par le nationalisme bourgeois. Et cette théorie erronée a poussé à la réconciliation avec les thèses révisionnistes.

Mao et Tito en 1956

Lorsque Khrouchtchev prit la voie révisionniste, il commença par réhabiliter son prédécesseur, Tito. Dans le document *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, Mao et le PCC ont suivi Khrouchtchev dans sa défense du titisme, remettant ainsi en cause les luttes idéologiques que Staline avait menées contre le trotskisme, le boukharinisme et le nationalisme bourgeois. «(Staline) a pris une décision erronée sur la question de la Yougoslavie. A propos de toutes ces questions, Staline s'est montré subjectif.»⁸ «Que les camarades yougoslaves éprouvent une aversion particulière à l'égard des erreurs de Staline, cela peut se comprendre. Placés dans des conditions difficiles, ils ont déployé dans le passé des efforts méritoires pour se maintenir dans la voie du socialisme. Dans les entreprises et autres organisations sociales, ils ont réalisé des expériences de gestion

démocratique qui ont également attiré l'attention. Le peuple chinois applaudit à la réconciliation intervenue entre l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes, d'une part, et la Yougoslavie, de l'autre.»²⁰

Cette proposition exprime la conciliation et la complaisance envers le révisionnisme et la réhabilitation du titisme, ce courant anticommuniste au service de la stratégie globale américaine.

Plus loin, le PCC critique certaines positions trop ouvertement anticommunistes de Tito. Apparemment, Mao a décidé que la contradiction avec Tito est «au sein du peuple» et il traite cet ennemi en «ami qui se trompe». Le PCC récuse certaines positions des «camarades yougoslaves» parce qu'elles «peuvent conduire à la scission du mouvement communiste». Les voici: «Kardelj a (...) présenté aux camarades hongrois comme une exigence 'la nécessité de changements radicaux dans leur système politique'; (...) et il a exigé d'eux de ne pas faire "de tentatives stériles pour restaurer le Parti communiste", 'car, dit-il, pour les masses, ce type de parti incarnait le despotisme bureaucratique'. Tel est le modèle de la 'ligne non stalinienne' que le camarade Kardelj a mis au point pour des pays frères. (...) la position fondamentale et les méthodes que les camarades yougoslaves emploient sont étrangères aux principes d'une discussion entre camarades.»²¹

Plus loin, Mao reprend les thèses de Kadar et des révisionnistes 'modérés' en Hongrie qui 'expliquaient' la contre-révolution de 1956 par les 'graves erreurs' commises par le stalinien Rakosi. Kadar ne s'est distancié de Nagy qu'au moment où celui-ci avait fait une alliance avec les insurgés

d'extrême droite et fascistes. Le PCC écrit que «les erreurs commises par Staline ont suscité un sérieux mécontentement chez les peuples de certains pays d'Europe orientale.»²² Or, ce sont justement les nationalistes bourgeois qui ont combattu la dictature du prolétariat en dénonçant les prétendues «erreurs de Staline». Mao accepte leur thèse selon laquelle Staline a commis des erreurs envers la Hongrie, mais il critique «les nationalistes bourgeois (qui) grossissent les défauts de l'Union soviétique»²³.

Ces positions envers la Yougoslavie et la Hongrie, adoptées par le PCC en 1956, sont teintées de nationalisme bourgeois.

En plus, Mao Zedong a fait, en 1964, les déclarations suivantes à une délégation japonaise. «L'Union soviétique a occupé trop de territoires. A la conférence de Yalta, on a déclaré la Mongolie extérieure nominalement indépendante, ce territoire a été détaché de la Chine, mais en fait il est tombé sous la gestion des Soviétiques. Comparé à vos Kourilles, le territoire de la Mongolie extérieure est beaucoup plus vaste. A l'époque (en 1954) nous avons demandé s'il serait possible de restituer la Mongolie extérieure à la Chine. Ils ont dit alors que c'était impossible... Ils ont aussi détaché une partie de la Roumanie, la Bessarabie. A l'Allemagne aussi, ils ont pris des territoires, notamment une partie de l'Allemagne de l'Est. Tous les Allemands qui y vivaient ont été chassés vers l'Ouest. De la Pologne aussi, ils ont pris des territoires qu'ils ont attachés à la Biélorussie... Finalement, ils ont aussi pris des territoires à la Finlande. (...) Dans mon opinion, ils n'auraient pas du tout dû s'attacher des territoires... Pour cette raison, vos Kourilles, ne

constituent pas un problème, quant à nous; elles doivent être restituées.»⁵

Toutes les mesures citées, prises par Staline après la guerre et que Mao récuse, s'expliquent parfaitement dans le cadre de la politique de défense contre de nouvelles aventures impérialistes et peuvent se justifier historiquement ou politiquement. En adoptant ces positions inspirées du nationalisme, Mao Zedong se risque sur un terrain très dangereux. C'est l'extrême droite allemande, japonaise, etc. qui a justement fait des «territoires arrachés par l'Union soviétique» un point central de l'agitation anticommuniste et antisoviétique.

L'attitude conciliatrice du PCC envers le nationalisme bourgeois s'est transformée, au cours des années soixante-dix, lorsque Brejnev pratiqua une politique d'ingérence et de contrôle, en soutien ouvert au nationalisme bourgeois contre le 'social-impérialisme'.

Social-impérialisme, social-fascisme

Deux événements majeurs des années 1968-1969 ont provoqué des réactions violentes de la part du PCC. A cette époque, un glissement dangereux vers le nationalisme s'est produit dans les positions du Parti Communiste chinois.

En 1968, des tensions le long de la frontière sino-soviétique ont abouti à des affrontements militaires majeurs en mars 1969. Entre-temps, l'Armée rouge avait occupé la Tchécoslovaquie en août 1968.

Pour consolider ses positions nationales et internationales, le groupe révisionniste de Brejnev a intensifié sa lutte

contre les forces marxistes-léninistes et principalement contre le Parti Communiste chinois. Une Chine marxiste-léniniste représentait une grave menace idéologique pour les révisionnistes soviétiques. Brejnev a tout fait pour ébranler, voire renverser, le régime socialiste de Mao Zedong. Il est allé jusqu'à provoquer des affrontements militaires le long des frontières et à agiter la menace nucléaire. La Chine avait raison de se défendre contre les ingérences et les provocations.

Mais s'écartant du principe de l'analyse concrète de phénomènes différents, le PCC a inventé un concept global, le 'social-impérialisme, ennemi le plus dangereux', qui l'a poussé à confondre toutes les oppositions à la politique soviétique. Puis les concepts 'capitalisme d'Etat' et 'social-fascisme' ont conduit le PCC à faire l'économie de l'analyse concrète des contradictions spécifiques de la société soviétique.

Or, le groupe révisionniste de Brejnev ne devait pas seulement se défendre contre les marxistes-léninistes, il était aussi menacé sur sa droite par l'impérialisme et les ultra-révissionnistes, prêts à prendre le pouvoir 'pacifiquement', avec le soutien de l'impérialisme.

Depuis 1948, la Yougoslavie était l'avant-garde de cette contre-révolution. Misant sur le développement du nationalisme bourgeois, elle exerçait une influence dans tous les pays de l'Est.

En Hongrie, les révisionnistes Rajk, Nagy et Kadar appartenaient tous au courant titiste. La Chine avait dénoncé à juste titre la contre-révolution violente d'octobre 1956 à Budapest.

Au cours des années soixante, les courants de la contre-révolution bourgeoise pacifique se sont vigoureusement

développés dans tous les pays de l'Europe de l'Est et ce développement fut facilité par le révisionnisme dominant l'URSS.

Douze ans après Budapest, les révisionnistes et les titistes ont pris le pouvoir dans le Parti Communiste tchécoslovaque. Les impérialismes allemand et américain, quant à eux, avaient tiré les leçons des événements hongrois et procédaient avec plus de circonspection dans le déroulement de leurs plans contre-révolutionnaires.

A partir des menaces réelles qui planaient sur leur pays, les communistes chinois ont adopté une position nationaliste bourgeoise dans la lutte contre le révisionnisme soviétique. Prenant appui sur l'histoire des agressions tsaristes contre la Chine féodale, ils ont élaboré la thèse du "social-impérialisme" et des "nouveaux tsars". L'analyse du révisionnisme tchécoslovaque, polonais, yougoslave a été complètement abandonnée: tous les feux étant braqués sur le "social-impérialisme". Le PCC n'a accordé aucune attention aux liens entre ces courants révisionnistes et les impérialismes allemand et américain. Menacé par la politique aventuriste de Brejnev, le PCC a gravement sous-estimé les menaces que la coalition impérialiste, dirigée par les Etats-Unis, faisait peser sur les pays socialistes.

Rappelons les thèses essentielles, formulées à l'époque par Mao Zedong et le PCC.

«De la couche privilégiée, bourgeoise, en Union soviétique, a émergé une classe de capitalistes monopolistiques et bureaucratiques.»⁵⁴

«L'économie capitaliste en URSS a une particularité: le capitalisme monopoliste d'Etat domine tout,

régente tout. Cette situation est fort rare dans les pays impérialistes classiques.»⁵⁵

«Les nouveaux tsars révisionnistes soviétiques ont restauré la vieille politique tsariste de l'oppression nationale... et transformé l'Union soviétique à nouveau en une 'prison des nations'.»⁵⁶

«Le président Mao a indiqué: 'En URSS aujourd'hui, c'est la dictature de la bourgeoisie, la dictature de la grande bourgeoisie, c'est une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne'.»⁵⁷

«La clique des renégats révisionnistes soviétiques a complètement revêtu la défroque des tsars, dans le vain espoir de rediviser le monde en collusion avec l'impérialisme américain et d'établir son hégémonie mondiale de social-impérialisme.... En Asie, non contente d'avoir transformé la République populaire de Mongolie en colonie, encore cherche-t-elle à envahir et occuper davantage de territoire chinois. Au Moyen-Orient et dans le Sud-Asiatique, elle s'évertue à étendre son influence coloniale.»⁵⁸

«Sous le drapeau des "forces armées unifiées", vous avez envahi la Tchécoslovaquie. Quelle est la différence entre cet acte... et l'agression des "seize pays", organisée par l'impérialisme américain contre la Corée.»⁵⁹

L'évolution de l'Union soviétique entre 1985 et 1995 a montré l'inconsistance de toutes ces thèses. En Union soviétique, ce "capitalisme monopoliste d'Etat" plus centralisé et mieux organisé qu'aux Etats-Unis n'a jamais existé. Le peuple russe ne vivait pas sous une "dictature de type hitlérien" et les peuples non russes ne subissaient pas une "oppression nationale de type tsariste".

C'est Eltsine qui a instauré une "dictature de type hitlérien" et la différence avec le régime révisionniste des années soixante-dix est évidente pour tous les travailleurs de l'ex-URSS. Au cours des années soixante-dix, le PCC n'a jamais publié un travail d'analyse scientifique, matérialiste et dialectique, des réalités économiques et politiques soviétiques dans toute leur complexité. L'argumentation du PCC était surtout basée sur des analogies historiques, dont la valeur est très limitée, et sur des extrapolations arbitraires à partir de certains aspects de la réalité soviétique. Menacé, le PCC devait indiscutablement défendre l'indépendance de la Chine contre les complots des révisionnistes soviétiques. Mais cette défense était assurée à partir d'une position nationaliste bourgeoise. Dans ses démarches, le PCC prenait de moins en moins en compte les intérêts d'ensemble de la révolution socialiste mondiale. Il ne critiquait plus le révisionnisme et l'aventurisme soviétique sur une base de classe, marxiste-léniniste, qui aurait pu convaincre les communistes soviétiques. Mettre sur pied d'égalité l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968 et l'agression américaine contre la Corée en 1950, c'est quitter le terrain de l'analyse marxiste, pour faire de la propagande nationaliste bourgeoise. Le "printemps de Prague" représentait une contre-révolution révisionniste qui aurait conduit "pacifiquement" à la restauration bourgeoise et à la mainmise des impérialismes allemand et américain sur la Tchécoslovaquie. L'intervention soviétique a mis fin à ce processus contre-révolutionnaire. En même temps, elle a mis la Tchécoslovaquie sous l'hégémonie soviétique. Les forces révisionnistes et nationalistes

bourgeoises ont continué à se développer entre 1968 et 1989 jusqu'à la restauration pacifique de la dictature bourgeoise en Tchécoslovaquie.

Les partis qui se réclament de la pensée de Mao Zedong ont à faire l'analyse critique des positions qu'ils ont adoptées à la suite de la politique extérieure chinoise. Le Parti du Travail de Belgique l'a fait dans le livre *L'URSS et la contre-révolution de velours*. Aucune organisation communiste soviétique n'a accepté les thèses de Mao sur "le capitalisme monopoliste d'Etat, le social-fascisme et le social-impérialisme". Les communistes soviétiques sont les mieux placés pour analyser les changements intervenus en Union soviétique depuis la prise de pouvoir par le révisionnisme sous Khrouchtchev jusqu'au rétablissement intégral du capitalisme sous Gorbatchev. Le débat avec les marxistes-léninistes soviétiques est essentiel pour arriver à une compréhension scientifique du processus de la restauration capitaliste.

Alliances sans principes contre le social-impérialisme

L'adoption des thèses sur le capitalisme d'Etat, le social-impérialisme et le social-fascisme par le Parti Communiste chinois a eu de graves conséquences.

D'abord, le nationalisme a conduit la Chine socialiste à des alliances sans principes avec l'impérialisme américain et avec la réaction.

La théorie des Trois Mondes, formulée par Mao Zedong, a été acceptée aussi bien par la tendance dite de 'la Bande des Quatre' que par celle de Deng Xiaoping. En voici la thèse principale: «Des deux superpuissances,

l'Union soviétique est l'impérialisme le plus féroce, le plus aventureux, le plus fourbe, et elle constitue le foyer de guerre mondiale le plus dangereux.»⁶¹ L'Union soviétique connaît une «dictature fasciste... qui permet au social-impérialisme soviétique de militariser plus facilement toute l'économie nationale et tout l'appareil d'Etat.»⁶²

Lors de son voyage aux Etats-Unis, Deng Xiaoping a formulé les conclusions extrêmes, découlant de cette thèse, en prônant une alliance avec l'extrême droite de l'impérialisme américain. Ainsi, il a déclaré: «Nous estimons que le danger de guerre provient de l'URSS. La menace qui pèse sur la paix, la sécurité et la stabilité internationale provient de l'URSS.» «Ce dont on a besoin, ce sont des mesures réalistes et pratiques, par exemple, l'unité entre les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Europe occidentale et d'autres pays pour faire face à l'hégémonisme soviétique.»⁶³

L'impérialisme américain a adopté une double tactique dans sa lutte contre l'Union soviétique. La fraction d'extrême droite voulait pousser au maximum la militarisation de l'économie pour «saigner l'URSS à blanc» en la poussant à un effort militaire insoutenable; elle mobilisait toutes les forces d'extrême droite et fascistes contre le communisme et était encline à des aventures militaires. La fraction libérale croyait que la militarisation à outrance nuirait, en fin de compte, à l'économie et à la position internationale des Etats-Unis; elle poursuivait la tactique de l'infiltration économique et politique, elle voulait lier les forces bourgeoises montantes en Union soviétique à la grande bourgeoisie américaine, corrompre les cadres soviétiques, aider au développement de

courants d'opinion procapitalistes. Le but était de réaliser la contre-révolution pacifique. Deng Xiaoping combattait cette seconde fraction de la bourgeoisie américaine pour se lier à la première. Ses partisans écrivaient: «L'apaisement d'aujourd'hui est plus dangereux que celui de Chamberlain, parce que les victimes ne seront plus la seule Tchécoslovaquie, mais toute l'Europe occidentale, voire l'Afrique et le Moyen-Orient. A l'heure actuelle, l'Europe occidentale est sous la protection des Etats-Unis; mais si l'Union soviétique lance une guerre éclair contre elle, on ignore comment Washington réagira.» «La doctrine Sonnenfeldt reconnaît ouvertement l'Europe orientale comme sphère d'influence soviétique, dans le but d'amadouer l'Union soviétique.»⁶⁴

De cette orientation découlait une politique de rapprochement avec les pires réactionnaires. «Du côté européen, F.J. Strauss, leader de l'Union social-chrétienne de la RFA, a déclaré: 'Le rejet de la bombe à neutrons aurait des conséquences désastreuses pour la capacité défensive de l'OTAN et de l'Europe', écrit *Beijing Information*.»⁶⁵

La Chine a soutenu les dictatures militaires les plus féroces, sous prétexte de combattre les «agents de la superpuissance la plus dangereuse». «De nombreuses organisations terroristes turques ont subi un rude coup après la prise du pouvoir par les militaires le 12 septembre 1980. Au cours des six derniers mois, l'ordre social règne plus ou moins dans le pays.» «Les forces de sécurité ont lancé plusieurs opérations massives dans tout le pays afin de faire la chasse aux terroristes ultra-gauchistes et ultra-droitiers. Selon la presse turque, plus de 45.000 personnes ont été arrêtées depuis septembre 1980.»

«La stabilité politique a aidé à un rétablissement économique.»⁶⁵

Deuxièmement, cette orientation nationaliste a conduit à l'abandon de toute critique du révisionnisme et à l'alliance avec les révisionnistes qui avaient des divergences avec la "superpuissance la plus dangereuse". Ce rapprochement s'est fait tout d'abord sur base des positions nationalistes bourgeois qui étaient partagées de part et d'autre.

Comme toujours, c'est le titisme qui a joué ici encore son rôle d'avant-garde... au service de l'impérialisme américain.

Ainsi, en 1975 déjà, Mao avait reçu le premier ministre yougoslave Djemal Bigedlic et avait amorcé un rapprochement sur base d'une "politique anti-superpuissance soviétique". Hua Kouo-feng déclara en 1977 en Yougoslavie: «Le président Mao prêtait une haute attention au développement des rapports sino-yougoslaves. En octobre 1975, il a eu une entrevue cordiale avec le président Bijedic, au cours de laquelle il a déclaré en termes élogieux que le président Tito ne craignait pas la pression, qu'il était aussi ferme que le fer.»⁶⁶

Pour la deuxième fois dans son histoire, le PCC s'est rapproché politiquement de la Yougoslavie sur une base nationaliste bourgeoise. En septembre 1977, Tito arriva à Beijing où l'homme, taxé en 1963 d'agent américain et de restaurateur, fut salué comme un grand marxiste-léniniste... Hua Kouo-feng lui dit en 1978: «Les peuples chinois et yougoslave... entreprennent l'un comme l'autre la révolution et l'édification selon le principe d'indépendance et d'autonomie.» «Suivant la théorie scientifique du marxisme et partant des conditions concrètes du pays, la Ligue des communistes

yougoslaves a instauré et développé un système d'autogestion socialiste.»⁶⁷

En Pologne, le PCC a noué des alliances aussi bien avec cette force réactionnaire et pro-impérialiste que constitue Solidarnosc, qu'avec le parti révisionniste, dans la mesure où les deux s'opposaient à la politique soviétique. «Aucun interventionniste féroce ne pourra faire peur au gouvernement et au peuple polonais tant qu'ils auront à coeur les intérêts fondamentaux du pays, s'uniront ensemble dans la lutte commune contre l'ennemi étranger.»⁶⁸

En novembre 1980, le PCC renoue avec le parti révisionniste espagnol, pour la bonne raison qu'il a les positions antisoviétiques les plus tranchées parmi les partis révisionnistes européens. Dans la foulée, le PCC taxe la ligne de l'eurocommunisme, ligne ouvertement social-démocrate, d'application concrète du marxisme-léninisme à la réalité spécifique de l'Espagne. Le PCC prend position contre la gauche du PCE qui défend encore certaines positions léninistes, mais qui maintient aussi la solidarité avec l'Union soviétique. «Lors du 10ème congrès, l'écrasante majorité des délégués s'est prononcée pour la ligne de l'eurocommunisme, seule une minorité de "prosoviétiques" a persisté dans son opposition.»⁶⁹

La nature du nationalisme dans la révolution chinoise

L'adoption de positions nationalistes dans la politique extérieure, d'abord en 1956 envers le titisme, puis après 1968 dans la question du 'social-impérialisme', mène à se poser des questions sur la nature du nationalisme chinois, qui

fut une des forces motrices de la Révolution démocratique anti-impérialiste.

La définition de l'internationalisme prolétarien que Mao Zedong donne en 1956 dans *L'expérience historique de la dictature du prolétariat* est fort discutable.

«Le marxisme-léninisme a toujours insisté sur la nécessité de combiner l'internationalisme prolétarien avec le patriotisme de chaque peuple.» «Les partis communistes doivent se faire les interprètes des légitimes intérêts et des sentiments nationaux de leurs peuples. Les communistes ont toujours été et restent de vrais patriotes. Ils savent que c'est seulement lorsqu'ils traduisent correctement les intérêts et sentiments de leur nation qu'ils peuvent jouir chez eux de la confiance et de l'affection véritables des larges masses populaires.»²⁰

La conception communiste du monde est internationaliste; elle part des intérêts d'ensemble de toute la classe ouvrière mondiale. Dans certaines conditions, des positions politiques nationalistes et une lutte nationale peuvent s'accorder avec les intérêts de la classe ouvrière nationale et internationale. Mais il est faux, comme le présente ici le PCC, de faire concorder l'internationalisme et le nationalisme. Les communistes soutiennent le nationalisme sous son aspect négatif, en tant que rejet de la domination étrangère, impérialiste. Mais ils ne soutiennent pas le nationalisme comme valeur positive en soi, puisque ce nationalisme lie les travailleurs à leurs exploités. En Chine, le nationalisme a revêtu, pendant une longue période, un caractère révolutionnaire puisqu'il s'agissait de libérer la Chine de l'oppression impérialiste. Mais l'idéologie nationaliste

révolutionnaire reste dans les limites de la révolution bourgeoise. Dans la longue lutte que les communistes chinois ont dû mener contre l'impérialisme, le nationalisme radical fut un de leurs leviers idéologiques les plus puissants au sein des masses. Et beaucoup de révolutionnaires ont été portés à croire que le nationalisme radical faisait partie de la conception communiste du monde. Ce qui est faux.

Le nationalisme révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise

Le passage de la révolution nationale et démocratique à la révolution socialiste est sans conteste un processus extrêmement complexe.

Quel est le réaligement des classes nécessaire pour passer de la révolution nationale et démocratique à la révolution socialiste? En quoi le contenu de la dictature démocratique et celui de la dictature du prolétariat diffèrent-ils?

Et quel est le contenu de classe réel de la ligne politique et idéologique qui a permis au parti communiste de mobiliser les masses pour la révolution? Dans quelle mesure la pratique d'une révolution nationale et démocratique a-t-elle influencé la conception même du marxisme-léninisme de ceux qui la dirigeaient? Dans quelle mesure l'interprétation du marxisme-léninisme resta-t-elle enfermée dans les limites de la révolution nationale et démocratique? Il peut y avoir là une source spécifique d'opportunisme et de révisionnisme en Chine.

Cette hypothèse semble plausible lorsqu'on étudie les positions adoptées par la bourgeoisie nationaliste au cours

de la guerre antijaponaise. L'aile gauche du Kuomintang, opposée au marxisme-léninisme, développa alors une conception bourgeoise assez radicale de la révolution nationale et démocratique. Un de ses représentants les plus en vue fut Sun Fo, fils de Sun Yat Sen, membre du Comité Exécutif Central du Kuomintang. Il publia en 1940-1943 une série d'articles et d'analyses dont voici quelques extraits.

A propos de la révolution nationale, il déclare: «Le besoin le plus urgent de la Chine est de recouvrer son indépendance nationale complète par la suppression des entraves politiques et économiques qui l'étouffent. Cette Guerre patriotique de Résistance est le point culminant de son effort.» «Le résultat de ce combat sera la libération et l'indépendance de notre pays; nous le ferons riche, puissant, heureux et pacifique, un membre estimé dans la famille des nations.»¹

Selon Sun Fo, l'indépendance nationale de la Chine ne peut être réalisée qu'en créant une puissante industrie nationalisée. Sur la politique à mettre en application immédiatement après la guerre antijaponaise, il écrit: «Comme le temps est capital et l'occasion propice, nous devons industrialiser notre pays dans le plus court délai possible. La base de toute industrie est la production de machines lourdes, donc les industries lourdes doivent être établies les premières. (...) Tandis que les autorités gouvernementales s'occuperont de l'industrie lourde, le peuple pourra, en tant que producteur privé, s'occuper des industries légères.»² «La construction de l'économie d'après-guerre sur une échelle nationale doit et ne peut être réalisée que par le seul Etat. L'entreprise privée ne peut espérer

accomplir une tâche si grande en un délai suffisamment court.» Le principe dirigeant est formulé ainsi: «Propriété et direction étatisées des industries et des mines.»³

Sun Fo voyait dans l'Union soviétique le principal allié du nationalisme chinois. Il écrit: «Sun Yat Sen comprit que le succès de la révolution russe ne se bornerait pas à porter un coup mortel à l'impérialisme en Russie tsariste, mais qu'il emploierait sa force ailleurs et frapperait jusque dans ses bases le capitalisme mondial. (...) Si nous ajoutons les cent-quatre-vingt millions de Russes aux quatre-cent-cinquante millions de Chinois, la tâche de la régénération du monde ne semble pas un rêve si fantastique. (...) (Après la victoire sur le Japon, la Chine doit) avec l'énergie d'une nation forte et indépendante, en coopération avec la Russie soviétique et d'autres puissances sympathisantes, utiliser la victoire finale au triomphe de la liberté pour les peuples opprimés sur tout le globe.»⁴

Très critique quant à l'expérience du Kuomintang, Sun Fo reconnaît que «nous avons failli à notre mission»; il critique «la prolongation indéfinie du régime d'un seul parti» et «le mal actuel: le gouvernement des bureaucrates»⁵. Il estime que la renaissance de la Chine nécessite sa démocratisation en profondeur. «Pour être réellement un succès, une démocratisation constitutionnelle doit se libérer de l'actuelle emprise d'un parti unique. Il ne peut y avoir un gouvernement réellement démocratique en Chine, si le parti au pouvoir doit s'y cramponner indéfiniment sans en référer aux vœux du peuple. Une telle attitude a été responsable des échecs du Kuomintang.»⁶ «Politiquement, l'autogouvernement local doit



être fondé et établi complètement dans tout le pays. (...) Pour réaliser la démocratie sur le plan national, l'autogouvernement local est une condition de base de toute autre activité politique.» «Le gouvernement démocratique est révolutionnaire par nature. Il demande au peuple de s'occuper activement de ses propres affaires.»⁷⁷

La première tâche démocratique, selon Sun Fo, est la réalisation de la révolution agraire, ce qui implique la nationalisation de la terre et le développement du mouvement des coopératives. «Il y a un vieux dicton qui dit que 'toutes les terres sous le ciel appartiennent au roi', c'est-à-dire à l'Etat, mais personne ne sera autorisé à s'en servir pour en faire un objet de marché.»⁷⁸ «Ce pour quoi nous plaçons maintenant, c'est la construction d'un nouveau système national et économique, grâce à une application extensive des principes et des méthodes de la coopération. (...) Le pays dans lequel le mouvement coopératif fleurit le plus et est employé pour la reconstruction socialiste est la Russie soviétique. (...) Avant la victoire et la paix, des coopératives de production et de distribution devraient être dûment réparties dans les villes et les districts ruraux.»⁷⁹

A mesure que la direction du Kuomintang se montra de plus en plus réactionnaire, corrompue et dépendante des puissances impérialistes, elle se révéla incapable d'assurer les tâches nationales et démocratiques indiquées par Sun Fo.

De nombreux cadres et intellectuels quittèrent le Kuomintang pour rejoindre le Parti Communiste.

Par ailleurs, des centaines de milliers de jeunes étudiants, de paysans, d'intellectuels s'étaient engagés dans le

PCC parce que c'était le seul parti à combattre de manière conséquente la féodalité, l'impérialisme et la bourgeoisie pro-impérialiste.

Il est clair que ces deux courants idéologiques avaient de nombreux points communs.

La bourgeoisie nationale approuva-t-elle le socialisme?

Au premier octobre 1949, jour de la victoire de la révolution nationale et démocratique, combien de dirigeants du PCC avaient une idée précise du passage de cette révolution à la révolution prolétarienne et des changements que cela impliquait dans l'idéologie des communistes?

Voici ce qu'écrivit, dix ans après la prise du pouvoir, Liou Chao-chi, vice-président du Parti et président de la république. «Le triomphe de la révolution populaire dirigée par le Parti Communiste chinois mit fin, une fois pour toutes, à la domination réactionnaire du Kuomintang, brisa son appareil bureaucratique et militariste qui écrasait le peuple. C'est ainsi que fut fondée, en 1949, la grande République populaire qui est, en fait, une dictature du prolétariat. De la sorte était réalisé avec succès le passage de la révolution démocratique à la révolution socialiste.»⁸⁰ Ainsi, la dictature démocratique populaire et la dictature du prolétariat ont apparemment le même contenu.

De la même façon, Mao inclut la bourgeoisie parmi «les classes (...) qui approuvent et soutiennent l'édification socialiste et y participent. (...) En Chine, la bourgeoisie nationale revêt un double caractère. (...) Dans la période de la révolution socialiste, elle exploite la classe

ouvrière et en tire des profits, mais en même temps, elle soutient la Constitution et se montre disposée à accepter la transformation socialiste.»⁸¹ Liou Chao-chi explique cette thèse: «Les entreprises capitalistes privées passèrent sous gestion mixte, d'Etat et privée, (...) un intérêt annuel est versé aux capitalistes pendant un certain temps. (...) Au cours de ces transformations graduelles, le capitalisme a été, sous certaines conditions, mis au service du socialisme, utilisé dans l'intérêt de la construction socialiste. Nous avons pu de la sorte liquider entièrement le capitalisme dans le domaine de la propriété des moyens de production et nous nous attachons à rééduquer peu à peu les éléments bourgeois de manière à en faire des travailleurs vivant de leur propre travail.»⁸²

Et Liou applique les mêmes principes aux paysans moyens aisés auxquels on rembourse la valeur des instruments et du bétail qu'ils ont apportés lors de leur entrée dans la Commune populaire. «L'immense majorité des paysans moyens aisés se sont montrés satisfaits de l'organisation des coopératives.»⁸³ Et Mao Zedong écrit: «Au cours de la réforme agraire, tant que nous ne touchions pas aux paysans riches, les paysans moyens se sentaient tranquilles.»⁸⁴

Toutes les classes et couches qui ont soutenu la lutte révolutionnaire contre les fascistes japonais et contre le Kuomintang se sont-elles aussi intégrées dans le système de la dictature du prolétariat? Deng Xiaoping écrit en 1959: «L'unité du peuple chinois s'est sans cesse renforcée au travers de la révolution démocratique, de la révolution socialiste et avec le développement continu de la révolution.»⁸⁵ Les positions de Mao, de Liou et de Deng

ne constituent-elles pas une variante de la thèse de Boukharine qui prônait l'intégration des éléments bourgeois et des koulaks dans le socialisme? N'introduisait-on pas dans les unités économiques socialistes une couche d'éléments bourgeois capables d'en prendre la direction? S'agissait-il principalement d'"éduquer" ces éléments bourgeois? Quelle est cette dictature du prolétariat qui intègre la bourgeoisie et se limite à l'éduquer? Lénine ne disait-il pas que «la dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société?»

En outre se pose la question cruciale de la ligne politique et idéologique avec laquelle le parti communiste a 'éduqué' la bourgeoisie nationale. Dans la mesure où ce parti n'avait pas dépassé la conception d'une révolution nationale et démocratique radicale, une fusion idéologique avec la bourgeoisie nationale patriotique était possible. En 1956, Mao Zedong a affirmé que deux célèbres opportunistes, Wang Ming et Li Li-san, devaient rester au comité central, sinon «des millions de membres de notre parti, d'origine petite-bourgeoise, surtout des intellectuels, seraient pris de panique.»⁸⁶

Beaucoup d'éléments permettent d'affirmer qu'entre 1949 et 1957, la direction du PCC, y compris Mao Zedong, n'a pas mené une lutte idéologique conséquente contre le nationalisme et contre le démocratisme révolutionnaire de type bourgeois.



Le passage à la dictature du prolétariat

On peut croire que la pensée de Mao Zedong a pris un tournant à partir de mai-octobre 1957. A ce moment, la ligne révisionniste de Khrouchtchev s'est imposée au sein du PCUS, des mouvements contre-révolutionnaires violents ont éclaté en Pologne et en Hongrie, les réactionnaires et droitiers chinois ont lancé des attaques contre le Parti communiste et le socialisme. C'est alors que Mao a défini un certain nombre de thèses nouvelles. «Notre parti compte parmi ses nouveaux adhérents un grand nombre d'intellectuels. Une partie d'entre eux sont assez sérieusement atteints par les idées révisionnistes.» Le révisionnisme s'est exprimé aussi à la tête du parti: «A présent, nous faisons la révolution socialiste dont le fer de lance est dirigé contre la bourgeoisie. (...) La contradiction principale est celle entre le socialisme et le capitalisme, entre la voie socialiste et la voie capitaliste. La résolution du VIIIème Congrès du parti n'en fait aucune mention.» Puis, Mao fit un aveu très significatif: «La révolution socialiste est arrivée si vite qu'on n'a pas eu de discussions approfondies, au sein comme en dehors du parti, sur la ligne générale du parti pour la période de transition.»²⁷

Les questions de la transition de la révolution nationale et démocratique à la révolution socialiste étaient désormais au centre de l'attention de Mao Zedong.

Dans cette optique, la Révolution culturelle peut être vue comme une autocritique de Mao Zedong, qui pose pour la première fois les termes réels du passage de la dictature démocratique à la dictature du prolétariat. Mais

à ce moment, Mao Zedong, malgré son immense popularité, était déjà très minoritaire parmi les cadres dirigeants. La Révolution culturelle fut sabotée dès le départ par une partie des cadres du PCC et par les forces de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, très influentes dans la société.

Il est assez remarquable que dans la Circulaire du 16 mai 1966, qui initie la Révolution culturelle, Mao prend des positions qui sont diamétralement opposées à celles défendues en 1940 dans *La démocratie nouvelle* et en 1957 dans *De la juste solution*. Et comme pour souligner à quel point la confusion règne toujours, ces deux ouvrages sont indiqués comme des documents de référence pour cette révolution culturelle...

En mai 1966, Mao déclara: «Les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le Parti Communiste (...) nient catégoriquement la nécessité de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, de la révolution menée par le prolétariat contre la bourgeoisie et de la dictature exercée par le prolétariat sur la bourgeoisie. De surcroît, ils sont de fidèles laquais de la bourgeoisie et de l'impérialisme; ils s'emploient avec eux à maintenir l'idéologie bourgeoise d'oppression et d'exploitation du prolétariat, ainsi que le régime capitaliste. (...) Ils forment une bande de contre-révolutionnaires, opposés au Parti Communiste et au peuple; la lutte qu'ils mènent contre nous est une lutte à mort dans laquelle il n'est nullement question d'égalité. La lutte que nous menons contre eux ne peut donc être, elle aussi, qu'une lutte à mort, nos rapports avec eux ne sont en aucune façon des rapports d'égalité, c'est l'oppression d'une classe par une autre, c'est-à-dire

la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.» «Les représentants de la bourgeoisie qui se sont infiltrés dans le parti, dans le gouvernement, dans l'armée et dans différents secteurs du domaine culturel constituent un ramassis de révisionnistes contre-révolutionnaires. Si l'occasion se présentait, ils arracheraient le pouvoir et transformeraient la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie.»²⁰

Nationalistes et démocrates révolutionnaires

Dès 1959, Kang Cheng démontra que certains cadres s'étaient engagés dans le PCC avec des conceptions qui ne dépassaient pas le cadre de la révolution démocratique conséquente. «A l'étape de la révolution démocratique, faisant preuve à des degrés divers d'un certain zèle pour la révolution démocratique, (ces démocrates bourgeois et petits-bourgeois) peuvent encore approuver, partiellement du moins, le programme minimum de lutte du parti marxiste-léniniste; aussi, guidés et aidés par le parti, peuvent-ils encore accomplir un travail de quelque utilité pour la révolution. Mais dès l'origine, il a existé entre eux et le parti des divergences de principe. Alors que le parti se tient fermement au rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution démocratique, qu'il persévère dans sa volonté de poursuivre la révolution démocratique jusqu'au bout afin qu'après l'achèvement complet de la révolution démocratique celle-ci puisse passer aussitôt, sans discontinuité, à la révolution socialiste, ils sont d'avis de confier la direction de la révolution démocratique à la classe bourgeoise et n'ont pas la volonté de la

mener jusqu'au bout, et ils sont moins prêts encore pour la révolution socialiste.»²¹

Le même thème a été développé en 1976, lors de la lutte que Mao Zedong a menée contre Deng Xiaoping. Le PCC écrivait alors: «En 1959, le président Mao a fait cette remarque pénétrante: les opportunistes de droite au sein du parti n'ont jamais été des révolutionnaires prolétariens; ce ne sont que des démocrates bourgeois ou petits-bourgeois infiltrés dans les rangs révolutionnaires du prolétariat; ils n'ont jamais été des marxistes-léninistes; ils ne sont que des compagnons de route pour notre parti.»²²

S'il fallait mener la lutte contre les démocrates bourgeois, la critique du nationalisme bourgeois n'était pas moins importante. La Chine, une nation immense et relativement homogène, a dû affronter pendant plus d'un siècle le colonialisme et l'impérialisme. Mao Zedong n'a pas dû démêler des problèmes nationaux aussi complexes que ceux existant en Russie tsariste, puis en Union soviétique. Lénine et Staline ont été confrontés au nationalisme réactionnaire des bourgeoisies géorgienne, ukrainienne, etc. liées à l'impérialisme dans le combat antisoviétique. Les communistes chinois n'ont pas suffisamment assimilé les positions très riches, élaborées sur les questions du nationalisme et de l'internationalisme par Lénine et Staline.

Il semble qu'à certains moments de la Révolution culturelle, Mao Zedong a pris conscience des dangers du nationalisme et qu'il s'est efforcé de faire revivre les principes de l'internationalisme prolétarien. Il serait intéressant d'étudier ces efforts et les résistances

qu'ils ont rencontrées dans le parti. Au moment de la préparation de la Révolution culturelle, Mao déclara à une délégation autrichienne: «Je sais que vous venez d'un pays où l'on a beaucoup parlé de la "menace jaune" et il y a certainement du nationalisme chez vous. Mais cela existe aussi en Chine, et si nous faisons des concessions au nationalisme, nous perdrons tout. Il est nécessaire de se tenir fermement sur les positions de l'internationalisme prolétarien.»⁹⁶

La persistance d'une idéologie révolutionnaire démocratique et nationale au sein du PCC et des positions boukhariniennes qui s'ensuivirent, ont constitué des faiblesses importantes du parti entre 1949 et 1966. La thèse selon laquelle Mao Zedong «a développé le marxisme-léninisme de façon géniale dans tous les domaines et l'a fait accéder à une étape supérieure, toute nouvelle» a exercé une influence négative dans le mouvement communiste. Beaucoup de partis qui se réclament de la pensée de Mao Zedong ont estimé que le socialisme sous Mao était plus solide que le socialisme sous Staline, que Mao avait «tiré les leçons des erreurs de Staline», qu'il avait mieux mené la lutte de classes sous le socialisme et mieux consolidé la dictature du prolétariat. Or, les fondements idéologiques, marxistes-léninistes du PCUS étaient probablement plus solides que ceux du PCC. Depuis 1900, des luttes idéologiques très âpres ont tracé une nette distinction entre l'économisme et l'opportunisme d'un côté, le marxisme révolutionnaire de l'autre, entre le socialisme petit-bourgeois et le socialisme scientifique, entre la dictature du prolétariat et la conciliation avec la

bourgeoisie, entre nationalisme et internationalisme. Pendant toute la période de Staline, la dictature du prolétariat et la lutte des classes sous le socialisme ont été au centre des débats théoriques et au centre de la pratique révolutionnaire.

On ne peut pas opposer les deux grandes expériences de révolution socialiste que sont les révolutions soviétique et chinoise. Mais une appréciation unilatérale de la Révolution culturelle a souvent eu comme corollaire une sous-estimation de l'œuvre théorique et pratique de Staline et de Lénine. Et une telle sous-estimation est source d'opportunisme.



Notes

- ¹ Marx-Engels, *Le parti de la classe*, Tome II, Maspero, 1973, p.93.
- ² *Ibidem*, p.151.
- ³ *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Ed. Pékin, 1965, p.323.
- ⁴ *Ibidem*, p.326.
- ⁵ *Léninisme et révisionnisme moderne*, Ed. La Cité Editeur, Lausanne, p.116-117.
- ⁶ *Ibidem*, p.12.
- ⁷ *Ibidem*, p.20.
- ⁸ *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1965, p.344.
- ⁹ *Ibidem*, p.344.
- ¹⁰ *Ibidem*, p.360.
- ¹¹ Mao Zedong, *Oeuvres Choiesies*, Tome 5, p.560.
- ¹² *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, Ed. en langues étrangères, Pékin, 1961, p.33.
- ¹³ *Ibidem*, p.42.
- ¹⁴ *L'expérience historique...*, op.cit., p.9-10.
- ¹⁵ *Ibidem*, p.54-55.
- ¹⁶ Mao Zedong, *Oeuvres Choiesies*, Tome 5, p.376.
- ¹⁷ *Idem*, p.314.
- ¹⁸ *Ibidem*, p.307.
- ¹⁹ *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1965, p.129.
- ²⁰ *Petit livre rouge*, Préface de 1966.
- ²¹ Staline, *Les questions du léninisme*, Ed. Tirana, 1970, p.702; Thompson, p.131.
- ²² Thompson George, *From Marx to Mao Tse-Tung*, China Policy Study Group, London, 1971, p.135-136.
- ²³ Brar Harpal, *Trotskyism or Leninism*, 1993, p.502.
- ²⁴ *Rote Fahne*, 5-95, p.17.
- ²⁵ Vindex, *Stalinisme*, Ed. Le Document, Paris, juin 1944, p.56, 154, 156 et 168.
- ²⁶ Le général Weems, in: Martens Ludo, *L'URSS et la contre-révolution de velours*, EPO, 1991, p.86-88.
- ²⁷ Staline, p.203.
- ²⁸ Staline, p.339.
- ²⁹ Staline, p.344-345.
- ³⁰ Klugmann James, *From Trotsky to Tito*, Lawrence and Wishart, London, 1951, p.13.
- ³¹ *Ibidem*, p.22.
- ³² *Ibidem*, p.9.
- ³³ *Ibidem*, p.11.
- ³⁴ *Ibidem* p.43.
- ³⁵ *Ibidem*, p.143.
- ³⁶ Rapport, *Le PCY dans la lutte pour la Yougoslavie nouvelle...*, Beograd, 1948, p.94, 25.
- ³⁷ Klugmann James, op.cit., p.129.
- ³⁸ Directives du CC, in *Questions actuelles du socialisme*, n° 10, Jan-fév. 1952, Agence Yougoslave d'Information, p. 160, 161, 145.
- ³⁹ *Questions actuelles du socialisme*, n°10, p.85.
- ⁴⁰ *Questions actuelles du socialisme*, n°14, oct-nov. 1952, AYI, Paris, p. 2, 5, 18, 35-36, 30, 37, 44 et 47.
- ⁴¹ *Ibidem*, p.44.
- ⁴² *The Times*, 27 décembre 1950.
- ⁴³ *New York Herald Tribune*, 26 juin 1951.
- ⁴⁴ *Daily Mail*, 31 août 1951, p.150.
- ⁴⁵ *Daily Mail*, 31 août 1951, p.175.
- ⁴⁶ *Daily Mail*, 31 août 1951, p.191.
- ⁴⁷ *The Times*, 13 septembre 1949, p.194.
- ⁴⁸ *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, 1961, Ed. en langues étrangères, Pékin, p.9-10.
- ⁴⁹ *Ibidem*, p.46.
- ⁵⁰ *Ibidem*, p.48-49.
- ⁵¹ *Ibidem*, p.66.
- ⁵² *Ibidem*, p.66.
- ⁵³ *Mao ongecorrigeerd*, Arbeiderspers, Amsterdam, 1974, Entretien du 10 juillet 1964, p.28-29.
- ⁵⁴ *Léninisme ou social-impérialisme?* The China Reader n°4 - 1966-1972, Vintage books, New York, p.456.
- ⁵⁵ *Etudions l'économie politique*, décembre 1975, Ed. du Peuple Shanghai, p.261.
- ⁵⁶ *China Reader*, p.458.
- ⁵⁷ *Etudions l'économie politique*, décembre 1975, Ed. du Peuple Shanghai, p.279.
- ⁵⁸ *A bas les nouveaux mars!*, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1969, p.29.
- ⁵⁹ *China Reader*, p.464.
- ⁶⁰ *La théorie du président Mao sur la division en trois mondes, importante contribution au marxisme-léninisme*, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, 1977, p.33.
- ⁶¹ *Ibidem*, p.36-37.
- ⁶² *Beijing Information*, n° 6, 12 février 1979, p.14.
- ⁶³ *Beijing Information*, n° 50, 12 décembre 1977, p.8-9.
- ⁶⁴ *Beijing Information*, n° 15, 17 avril 1978, p.27.
- ⁶⁵ *Beijing Information*, n° 16, 20 avril 1981, p.12.

- ⁶⁶ *Beijing Information*, n° 36, 5 septembre 1977, p.9.
- ⁶⁷ *Beijing Information*, n° 35, 4 septembre 1978, p.13-14.
- ⁶⁸ *Beijing Information*, n° 14, 6 avril 1981, p.9.
- ⁶⁹ *Beijing Information*, n° 32, 10 août 1981, p.9.
- ⁷⁰ *L'expérience historique de la dictature du prolétariat*, 1961, Ed. en langues étrangères, Pékin, p.63.
- ⁷¹ Sun Fo, *La Chine de Demain*, Ed. Nagel, Paris, 1946, p.11, 13-14.
- ⁷² *Ibidem*, p.176-177.
- ⁷³ *Ibidem*, p.266, 296.
- ⁷⁴ *Ibidem*, p.3-4.
- ⁷⁵ *Ibidem*, p.9, 110, 278.
- ⁷⁶ *Ibidem*, p.110.
- ⁷⁷ *Ibidem*, p.278, 280.
- ⁷⁸ *Ibidem*, p.181.
- ⁷⁹ *Ibidem*, p.282-283.
- ⁸⁰ *Dix glorieuses années - 1949-1959*, Recueil, Pékin, 1960, p.9.
- ⁸¹ Mao Zedong, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, Tome 5, p.418-419
- ⁸² *Dix glorieuses années - 1949-1959*, p.13-15.
- ⁸³ *Ibidem*, p.12.
- ⁸⁴ Mao Zedong, *Oeuvres Choisies*, Tome 5, p.349.
- ⁸⁵ *Dix glorieuses années*, p.99.
- ⁸⁶ Mao Zedong, *Oeuvres Choisies*, Tome 5, p.348.
- ⁸⁷ Mao Zedong, *Oeuvres Choisies*, Tome 5, p.480, 535, 505.
- ⁸⁸ *La Grande Révolution Culturelle Proletarienne - Recueil*, Pékin, 1970, p.128-130, 141.
- ⁸⁹ *Dix Glorieuses Années*, p.275.
- ⁹⁰ *La lutte en Chine contre le vent déviatinniste de droite qui remet en cause les conclusions justes*, 1978, Ed. en Langues Etrangères, Pékin, p.169.
- ⁹¹ Cité dans: *Bolshevik Partizan*, n°20, décembre 1991, p.97.